

« LA CHINE DANS LE MONDE »

Sommaire

Accueil par Jean-Pierre Chevènement,
Président de la Fondation Res Publica 7

Introduction par Jean-Michel Quatrepoint,
Journaliste économique, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res
Publica, auteur de « *Le choc des empires : États-Unis, Chine, Allemagne : qui
dominera l'économie-monde ?* » (Le débat Gallimard, 2014)
..... 7

L'ÉTAT DE LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINNE ET LES DOMAINES OÙ
ELLE S'EXERCE : COHABITATION POSSIBLE OU HEURTS INÉVITABLES ?

« *L'Amérique face à la Chine* »

par Antoine Bondaz,

Chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique..... 13

« *La Chine face à l'Amérique, les ambitions chinoises et la stratégie de Xi Jinping* »

par Alice Ekman,

Sinologue, responsable de la Chine et de l'Asie au *European Union Institute for
Security Studies* (EUISS), auteur de *Rouge vif, l'idéal communiste
chinois* (Éditions de l'Observatoire, 2020)..... 22

« *Chine fragile ?* »

par Jean-François Di Meglio,

Président de l'Asia Centre 34

LA CHINE, L'AMÉRIQUE ET LES AUTRES

« *La Chine et les pays d'Asie centrale* »

par Emmanuel Dupuy,

Consultant dans le domaine Défense & Sécurité & Armement, président de
l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE) 41

« *L'Europe et le piège de la bipolarité* »

par Jean-Pierre Chevènement 51

Débat final..... 54

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Bienvenue à tous.

Nous entendrons d'abord Jean-Michel Quatrepoint, économiste, concepteur et pilote de ce colloque dont l'intitulé, « La Chine dans le monde », aurait aussi bien être « La Chine, les États-Unis, quelle place pour l'Europe ? ».

S'exprimeront ensuite Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, et Alice Ekman, sinologue éminente, responsable de la Chine et de l'Asie au *European Union Institute for Security Studies* (EUISS) et auteure de *Rouge vif, l'idéal communiste chinois* (éditions de l'Observatoire, 2020).

M. Huchet, président de l'Inalco, retenu par des obligations de dernière minute, ne peut être parmi nous. C'est M. Jean-François Di Meglio, président de l'*Asia Centre*, qui traitera des faiblesses internes et externes de la Chine.

Nous entendrons ensuite M. Emmanuel Dupuy, consultant dans le domaine de la Défense, de la Sécurité et de l'Armement, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE) sur la Chine et les pays d'Asie centrale et sur la manière dont s'articulent les rapports entre la Chine et la Russie.

Jean-Michel Quatrepoint va ouvrir ce colloque.

C'était il y a très exactement un an ! Les premiers cas d'une curieuse pneumonie apparaissent en cette fin novembre 2019. Dans une ville du centre de la Chine, bien connue des industriels français, Wuhan, la capitale de la province de Hubei. On n'en connaît toujours pas l'origine. Le pangolin et le marché aux animaux de Wuhan ont bon dos. Le virus s'est-il échappé accidentellement d'un des deux laboratoires – le P2 ou le P4 – spécialisés dans l'analyse des virus ? C'est fort possible. Cela dit, il ne faut pas pour autant tomber dans le délire complotiste ! Il n'y a pas eu, bien entendu, de volonté délibérée de la Chine de fabriquer un virus

pour ensuite le diffuser. Ce virus n'est pas non plus d'origine américaine. Certains, en Chine, prétendent que ce sont des militaires américains, eux-mêmes infectés, qui l'auraient transmis à l'occasion des jeux paramilitaires qui se sont tenus à Wuhan à l'automne 2019. Comme quoi les théories du complot fleurissent partout. Reste qu'on aimerait bien que Pékin fasse toute la lumière sur ce qu'il s'est réellement passé à Wuhan.

Il est aujourd'hui avéré que les Chinois, au départ, ont caché une partie de la réalité. En particulier la dangerosité et l'ampleur de l'épidémie. Pour plusieurs raisons. Cela tient d'abord aux relations entre les autorités locales et le pouvoir central. Les premières ont toujours tendance à cacher les mauvaises nouvelles au second. Ensuite, il est certain que le Parti n'a pas voulu effrayer la population au moment où des centaines de millions de Chinois s'apprétaient à voyager à l'occasion du Nouvel An chinois. Une époque fort importante pour l'activité économique, alors que la croissance commençait à piquer du nez. Enfin, la Chine était en pleine négociation d'un accord commercial avec les États-Unis. Donald Trump voulait, en effet, arriver à l'élection présidentielle avec en poche un accord, au moins provisoire. Pékin avait intérêt à faire traîner les choses en longueur car, plus on se rapprochait de l'échéance, plus Donald Trump serait enclin à des concessions. Un bras de fer s'était donc engagé.

Or les Chinois changent brutalement de stratégie à la fin de l'année 2019. Ils accélèrent les négociations avec les Américains pour parvenir, le 15 janvier, à un accord. Pourquoi ce changement de pied ? Certains observateurs pensent que la cause en est le coronavirus. Le 17 novembre, le premier patient est détecté à Wuhan. Le 8 décembre, des dizaines de cas de pneumonie atypique apparaissent. Le 3 janvier, la BBC parle d'un virus mystérieux. Les Chinois expliquent le lendemain que ce virus ne se transmet pas d'humain à humain. Mais l'épidémie galope. Si jamais les Américains découvrent que la situation est beaucoup plus grave que le prétend la version officielle, le gouvernement chinois se retrouvera en position de faiblesse. Et Donald Trump pourrait faire monter les enchères.

C'est pourquoi, selon cette théorie, il fallait, d'un côté, étouffer l'information et, de l'autre, accélérer la signature de l'accord commercial. Ce même 15 janvier, les Chinois annoncent qu'une transmission entre humains n'est pas à exclure et, le 22 janvier, Wuhan et la province de Hubei sont mises en quarantaine. Il est

déjà bien tard. Des millions d'habitants de la province l'avaient quittée pour aller voir leur famille dans tout le pays à l'occasion du Nouvel an chinois. Plus d'un mois a été perdu. Un mois qui a permis au virus de se propager dans le monde entier.

Fin janvier, la reprise en main de l'information est totale. À commencer par les statistiques.

Le 1^{er} février, le réseau social *Tencent* faisait état de 154 023 personnes contaminées et 24 589 morts. Le lendemain, la dépêche a disparu et *Tencent* explique que ces chiffres résultent d'un « bug » informatique. Seuls subsistent depuis les chiffres officiels. Officiellement, aujourd'hui, la Chine n'aurait compté que 90 000 cas et 4 900 morts. Ce qui, à l'échelle d'un pays de 1,4 milliard d'habitants, ne représente rien. Ce n'est même pas l'épaisseur du trait. On ne met pas un tel pays à l'arrêt pour quelques milliers de morts. C'est là le second mensonge.

Cela dit, les dirigeants chinois ont vite rectifié le tir. Et adopté un ensemble de mesures qui allaient se révéler particulièrement efficaces. Avec un confinement à la carte, mais excessivement sévère : 14 000 points sanitaires ont été mis en place à travers le pays. Les écoles sont restées fermées pendant deux mois. Chaque Chinois a eu sur son téléphone une application et ses déplacements étaient fonction de sa situation sanitaire. Les autorités ont procédé à des tests massifs, ciblés. On a isolé dans des stades ou des hôtels les personnes infectées n'ayant pas de graves symptômes.

À l'époque, souvenons-nous, en février dernier, s'était développée en Occident une sorte de « *schadenfreude* ». Nous n'étions pas si mécontents de voir le géant chinois si arrogant tomber de son piédestal. Aujourd'hui, la « *schadenfreude* » a changé de camp. Car la Chine – et là, c'est un fait – a réussi à bloquer la pandémie.

Comment expliquer cette réussite ? Par la conjonction de plusieurs facteurs. L'utilisation massive du numérique pour tracer les malades et pister la maladie. La mobilisation de l'appareil d'État et de l'armée sous l'égide du Parti. Enfin, le sens de l'intérêt collectif, qui a fait que chaque Chinois respectait les règles et surtout les faisait respecter par ses voisins. En utilisant si besoin la délation. Pour comprendre cette acceptation du corps social à des mesures liberticides, il faut savoir que la Chine vit en étroite symbiose avec la science. Et les scientifiques figurent parmi les personnes les plus respectées. Ainsi, 97 % des Chinois sont prêts à se faire vacciner contre la Covid. Ils n'ont pas peur du vaccin.

C'est la science et la technologie qui ont permis à la Chine de rattraper très vite son retard. Et c'est la science et la technologie, notamment numérique, qui doivent permettre au pays de devenir la première puissance mondiale. Et Xi Jinping s'est indiscutablement appuyé, après les errements des premières semaines et les mensonges, sur les conseils des scientifiques. Aujourd'hui, Xi Jinping, le Parti et la Chine donnent l'impression d'être les grands gagnants de cette bataille contre la pandémie.

Lors des vacances d'octobre des centaines de millions de Chinois ont pu voyager à travers le pays. Sur le plan de la croissance, après un premier trimestre négatif (- 6,8 %), un effondrement inédit depuis un demi-siècle, le deuxième et surtout le troisième trimestre ont enregistré une croissance positive : + 4,9 % au troisième trimestre. La consommation intérieure est repartie. Tout comme les exportations, notamment dans le domaine de la santé.

Le Parti a renforcé son emprise sur le pays. Notamment, sur les entreprises du secteur privé. On l'a vu encore récemment avec la suspension de l'introduction en Bourse de la filiale financière d'Alibaba. Une suspension qui a sonné comme un avertissement au secteur privé. Et au tout puissant patron d'Alibaba, Jack Ma.

Il y a près d'un mois, lors du plénum du Parti, les grandes lignes du prochain plan quinquennal 2021-2025 ont été définies. Trois lignes directrices ont déjà été fixées :

- L'économie doit s'appuyer davantage sur son marché intérieur.
- Le pays doit serrer les boulons de l'endettement. D'où le coup de frein donné aux ambitions de Jack Ma de lancer son groupe sur le marché du crédit aux particuliers et aux entreprises.
- Enfin, la Chine doit ériger en priorité l'autosuffisance technologique.

Une série de dispositions ont déjà été prises pour moins dépendre des importations. Actuellement, la Chine importe 80 % des composants électroniques dont elle a besoin, notamment des États-Unis. C'est son talon d'Achille dans le bras de fer engagé avec Washington. C'est notamment ce qui fragilise Huawei. Les Chinois vont donc mettre le paquet pour ne plus dépendre de ces composants.

Enfin, sur le plan diplomatique et géopolitique, Pékin a indiscutablement marqué un point en signant, ce dimanche 15 novembre 2020, le Partenariat régional économique global, un pacte commercial, qui lie les dix pays de l'ASEAN, avec la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle

Zélande. Cela faisait huit ans que les diplomates chinois négociaient un tel pacte, qui se voulait une réponse au Traité qu'Obama voulait mettre en place dans le Pacifique. Traité qui devait isoler la Chine. Donald Trump l'a abandonné, préférant les relations bilatérales.

En janvier, février, on n'aurait pas misé un yuan sur le Traité chinois. Tant l'hostilité à l'égard de Pékin était grande chez ses voisins et un peu partout dans le monde. Mais aujourd'hui la donne a changé. L'Europe est, bien sûr, inexistante dans cette région du monde et les États-Unis sont englués dans leur crise politique et sanitaire. Les voisins de la Chine sont des réalistes. Ils pratiquent la « *Realpolitik* ». Les uns ont besoin de vendre leurs produits à des Chinois qui vont consommer de plus en plus. Ils ont aussi besoin de leurs investissements, notamment dans les infrastructures. Les autres, comme les Japonais, ont besoin des usines chinoises pour alimenter les chaînes de valeur de leurs groupes industriels.

Cet accord de libre-échange, qui s'inscrit dans le cadre du projet des routes de la soie, est donc un vrai succès pour Pékin et une pierre dans le jardin du prochain président des États-Unis.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Jean-Michel Quatrepoint, de cet exposé tout à fait clair.

L'ÉTAT DE LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINE ET LES DOMAINES OÙ ELLE S'EXERCE : COHABITATION POSSIBLE OU HEURTS INÉVITABLES ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

La Chine sera-t-elle la grande gagnante de cette crise ? Avec le traité de libre-échange, cela paraît aller de soi. En même temps, la Chine n'a-t-elle pas accumulé depuis quelques années, beaucoup d'appréhensions et de ressentiment ? La politique de « pivot » amorcée sous Obama n'a-t-elle pas pris, sous Trump, un caractère beaucoup plus brutal ? Les mesures de la politique américaine n'auront-elles pas un effet à terme, même si, pour le moment, elles n'ont pas empêché la Chine de poursuivre son développement ? Je rappelle qu'en 2018, pour la première fois, à parité de pouvoir d'achat, le PIB de la Chine a dépassé celui des États-Unis (23 000 milliards de dollars pour la Chine contre 21 000 pour les États-Unis).

M. Antoine Bondaz va répondre à ces questions : Quelle est la politique des États-Unis par rapport à la Chine ? Et comment peut-on imaginer qu'elle va évoluer après l'élection de M. Biden ?

ANTOINE BONDAZ

L'Amérique face à la Chine

Monsieur le Président, je vous remercie de ces différentes questions.

Et je remercie Jean-Michel Quatrepoint de son introduction qui a fait le lien avec la pandémie. Pandémie qui a été avant tout un catalyseur et un révélateur de tendances qui préexistaient aux États-Unis et en Europe quant à la perception et aux relations avec la Chine.

Un *tweet* de Donald Trump annonçait hier que le vaccin Moderna était une des grandes découvertes qui pourraient « mettre fin à la peste chinoise », une expression péjorative qui s'ajoute au terme de « virus chinois » souvent utilisé par le dirigeant.

Ce matin, un *presidential order* était annoncé aux États-Unis visant à empêcher tout investissement américain dans des entreprises liées à l'Armée populaire de libération et, plus largement, au complexe militaire chinois. Ce n'est qu'une des très nombreuses mesures qui, ces dernières semaines et mois, ont cherché à sanctionner la Chine.

On mesure à l'aune de cette actualité combien, sous l'administration Trump, la politique américaine est plus offensive et « confrontationnelle » vis-à-vis de la Chine.

Cette politique chinoise des États-Unis doit cependant être replacée dans son contexte.

Jean-Pierre Chevènement parlait du « pivot » vers l'Asie. Après avoir brièvement rappelé la politique asiatique des deux administrations Obama, j'évoquerai la montée en puissance de l'objet chinois dans le discours politique américain sous l'administration Trump. Je traiterai ensuite de la politique de l'administration Trump ces derniers mois vis-à-vis de la Chine, prenant évidemment en compte l'élection présidentielle. Enfin, je tenterai un peu de prospective sur ce que pourrait faire une administration Biden ou, en tout cas, sur les éléments que le candidat Biden a déjà présentés, que ce soit lors de sa campagne ou depuis son élection.

Pour comprendre la politique américaine vis-à-vis de l'Asie et de la Chine ces dernières années, il faut remonter au premier mandat de Barack Obama. Dès novembre 2009, lors d'une visite en Asie-Pacifique (terme alors en vigueur, aujourd'hui, on lui préfère celui d'« Indo-Pacifique »), le président Obama se présentait comme le premier président « Pacifique ». Il utilisait notamment son histoire personnelle (il est né en Indonésie) pour rappeler que les États-Unis sont une puissance du Pacifique et que, sous son mandat, la dimension Asie-Pacifique serait extrêmement importante. Cette priorité donnée à l'Asie, notamment à la Chine et à ses voisins, s'est concrétisée dès le premier déplacement de la secrétaire d'État Hillary Clinton qui s'est fait dans la région, une première depuis la visite du secrétaire d'État Dean Rusk en 1961. La diplomate en chef s'illustrait également lors d'une grande conférence à Phuket, en Thaïlande, en affirmant que « les États-Unis sont de retour en Asie du Sud-est ».

On voit très bien, à la fin des années 2000, un renforcement considérable de l'importance donnée à l'Asie, notamment à l'Asie du Sud-est qui avait été délaissée par la seconde administration Bush. En témoignent les visites des fonctionnaires américains au cours du premier mandat de Barack Obama, par rapport au deuxième mandat du président George W. Bush. De 2009 à 2013, Hillary Clinton réalise 46 visites en Asie-Pacifique, dont 25 en Asie du Sud-Est ce qui fait d'elle le premier Secrétaire d'État à visiter l'ensemble des dix pays de l'ASEAN, contre 29 visites, dont seulement, 6 en Asie du Sud-est, pour Susan Rice de 2005 à 2009. Les visites des hauts fonctionnaires du Département de l'agriculture vers l'Asie représentent 50 % du total des visites (contre 30 % sous Bush), 48 % pour les visites des hauts fonctionnaires du Département du commerce (contre 20 %). On observe donc un activisme diplomatique américain très important. Comme le disait très bien le secrétaire d'État adjoint à l'Asie-Pacifique, Curt Campbell, en 2009 : « Géopolitiquement, militairement, diplomatiquement et économiquement, les Américains sont réengagés vers l'Asie-Pacifique. »

L'impulsion du début du premier mandat se confirme et se renforce à la fin de ce même mandat. Fin 2011, Hillary Clinton publie une tribune dans *Foreign Policy*¹ et annonce la stratégie de rééquilibrage. L'administration Obama n'a jamais parlé de « pivot vers l'Asie », mais bel et bien d'une « stratégie de rééquilibrage vers l'Asie-Pacifique », détaillée d'ailleurs dans un discours fondateur prononcé par Barack Obama en Australie² (auquel fait d'ailleurs écho le discours du président Macron dans le même pays en 2018 lors de la présentation de la stratégie française dans l'Indo-Pacifique) : « Après une décennie au cours de laquelle nous avons combattu dans deux guerres qui nous

¹ Dans « *America's Pacific Century* », article publié en novembre 2011 dans la revue *Foreign Policy*, faisant mention des très coûteux conflits afghan et irakien, Hillary Clinton notait que « *la fin de ces deux guerres est une précondition au rééquilibrage vers l'Asie* ». (NDLR)

² « *Les coupes budgétaires dans la défense ne se feront pas au détriment de l'Asie Pacifique (...). Les États-Unis sont une puissance du Pacifique, et nous sommes là pour rester* » déclarait Barack Obama devant le Parlement australien, le jeudi 17 novembre 2011, martelant son intention de faire de l'Asie Pacifique une priorité géopolitique. (NDLR)

ont coûté cher, tant en sang qu'en argent, les États-Unis tournent leur attention vers le grand potentiel de la région Asie-Pacifique. »

C'est donc de cette situation qu'hérite l'administration Trump qui, dès son arrivée au pouvoir, va faire de la Chine une priorité. Cela se traduit dans la nouvelle stratégie de sécurité nationale qui fait de la Chine un compétiteur stratégique au même titre que la Russie. Cette préoccupation est présente dans de très nombreux discours. Selon un rapport de la Maison Blanche, début 2018, « l'agression économique de la Chine menace non seulement l'économie américaine mais aussi l'économie mondiale³ ». Les prises de décisions vont se multiplier de la part du FBI, de la CIA, visant aussi les interférences politiques de la Chine aux États-Unis. Cette campagne débouche le 4 octobre 2018 sur un discours extrêmement important du vice-président américain, Mike Pence, qui déclare : « La Chine a mis en œuvre une approche gouvernementale utilisant des outils politiques, économiques et militaires ainsi que de la propagande pour accroître son influence et promouvoir ses intérêts aux États-Unis », avant de conclure : « La Chine s'imisce dans la démocratie américaine. » On observe donc une montée en puissance des éléments de langage mais aussi, progressivement, un durcissement de la politique chinoise des États-Unis.

Depuis fin 2019, les éléments de langage ont été couplés à des mesures politiques fortes. Alors que les questions commerciales étaient centrales, les mesures se diversifient, de Huawei à Hongkong, du Xinjiang aux questions de liberté religieuse, etc. Cela débouche sur un autre discours fondateur, prononcé cet été par Mike Pompeo à la bibliothèque et au musée présidentiels Richard Nixon en Californie : « La Chine communiste et l'avenir du monde libre » (*Communist China and the Free World's Future*). Il y fait référence aux mots qu'avait prononcés le président Nixon : « Tant que la Chine ne change pas le monde ne sera pas sûr. », dans un plaidoyer pour l'intégration de la Chine au sein de la communauté internationale.

³ "How China's Economic Aggression Threatens the Technologies and Intellectual Property of the United States and the World", *White House Office of Trade and Manufacturing Policy*, June 2018.

Les propos de Mike Pompeo sont assez révélateurs de la pensée américaine, ce que confirment les nombreux entretiens avec les officiels de la Maison Blanche et du département d'État. Premièrement, Washington devrait mettre en place une politique de réciprocité sans concession (*ruthless reciprocity*) et ne plus croire les promesses vaines de Pékin. Deuxièmement, le narcissisme stratégique américain n'est plus de mise. Ce que certains proches du Président appellent narcissisme stratégique est l'idée selon laquelle le modèle américain et la puissance américaine auraient dû être capables d'influencer le modèle politique et économique chinois, au point, non de démocratiser la Chine, mais de libéraliser la société civile et l'économie.

Sur ce point précis, soulignons que si certains accusent l'administration Clinton d'avoir fait preuve de naïveté en pensant que la Chine allait forcément se démocratiser, ce n'était pas le cas à l'époque. À la fin des années 1990, l'administration Clinton visait la libéralisation de l'économie et de la société civile en Chine, pas sa démocratisation. L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping a marqué un tournant autoritaire qui a mis fin aux ambitions américaines, à l'idée que la Chine évoluerait de façon positive.

En effet, la Chine a accru considérablement ses capacités économiques – désormais la seconde puissance économique mondiale, la première puissance commerciale et manufacturière – et militaires – la Chine dépense désormais plus que l'ensemble de ses voisins de l'Indo-Pacifique réunis, États-Unis exclus, ce qui induit un changement radical de la politique américaine.

Obama avait adopté une politique moins antagoniste avec la Chine et une politique de coordination avec ses alliés et partenaires. Trump, en revanche, a été très critiqué en Europe pour avoir installé avec la Chine une rivalité beaucoup plus belliqueuse. Pourtant, en Asie, de nombreux pays ont reconnu que l'établissement d'un rapport de force était une chose positive face à la Chine, considérant que, sans rapport de force clairement établi, il ne peut pas y avoir de négociation fiable avec la Chine.

L'administration Trump a donc multiplié les mesures ces derniers mois, empêchant notamment Huawei d'accéder à des composants – des semi-conducteurs – utilisant de la propriété intellectuelle américaine. Cette question technologique est extrêmement importante. Ces dernières années on a peut-être trop parlé des guerres commerciales et pas assez des guerres technologiques qui

sont aujourd'hui une réalité aux États-Unis et en Chine. Comme l'a rappelé Jean-Michel Quatrepoint, la Chine en a parfaitement conscience, au moins depuis les années 1980. On pense au fameux Plan 863, projet chinois civilo-militaire de rattrapage technologique lancé en mars 1986, et qui, depuis, a été complété par de nombreux plans d'innovation. Le plan *Made in China 2025* vise à faire de la Chine une grande puissance manufacturière moderne et à réduire sa dépendance aux technologies étrangères, le plan *China Standards 2035* visera quant à lui à faire de la Chine un pays leader en matière de normes technologiques.

S'il peut y avoir un biais européen, c'est de nous sous-évaluer tout en surévaluant la Chine, de penser que la dépendance ne marche que dans un sens, que nous serions dépendants de la Chine sur le plan commercial - ce qui n'est d'ailleurs pas vrai de tous les pays européens - mais qu'il n'y aurait pas de dépendance chinoise envers l'Europe. Or il y a une dépendance chinoise. La Chine considère qu'elle est dépendante des technologies étrangères, d'où la nécessité d'être moins vulnérable. D'où également des déclarations extrêmement importantes de Xi Jinping, au mois d'avril de cette année, exprimant la volonté de diversifier les chaînes d'approvisionnement, s'assurant que la Chine ne dépende pas d'une seule chaîne d'approvisionnement et qu'elle dispose de contre-mesures et de moyens de dissuasion au cas où les États-Unis ou un autre pays mettraient en œuvre des mesures de rétorsion économiques.

Aux États-Unis, on peut parler aujourd'hui d'un consensus bipartisan sur la question chinoise. Au Congrès, que ce soit au Sénat ou à la Chambre des représentants, démocrates et républicains sont d'accord sur le bilan et sur l'analyse des défis posés par la Chine, même s'il peut y avoir des différences sur la méthode à mettre en œuvre pour faire face à la Chine. Il ne faut pas sous-estimer ce consensus ni penser que l'administration Biden aura une politique radicalement différente. Il y aura évidemment des différences en termes de méthodes mais, sur l'objectif à long terme il n'y aura pas de changement majeur.

C'est sous l'administration Obama que l'idée du « Quad » (*Quadrilatéral Security Dialogue*), coordination quadrilatérale entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, avait été lancée, même si elle a été perfectionnée sous l'administration Trump. C'est encore sous l'administration Obama qu'avait été prise la décision d'établir 60 % des forces navales américaines dans la zone Indo-Pacifique (contre 50 % précédemment). De même, c'est sous l'administration

Obama qu'avaient été adoptées des mesures pour établir une base de *Marines* américains dans le port de Darwin, au nord de l'Australie.

L'administration Trump a hérité de cette dynamique, l'a accentuée et surtout médiatisée, axant son discours sur des attaques visant la Chine. Lors de la campagne présidentielle, le discours du président Trump sur la Chine était extrêmement bien rôdé. Je pense à la convention républicaine, fin août 2020 : « Mon agenda est *made in United States*, l'agenda de Biden est *made in China* » avait déclaré le président-candidat Trump lors de la cérémonie d'investiture du Parti républicain. C'était un axe de campagne extrêmement fort du président Obama. Mais, comme souvent, les questions internationales ne sont pas les questions prioritaires au sein d'une élection présidentielle. La question de la Covid et la question économique ont eu un poids très important, même si, en 2020 plus qu'en 2016, la question de la Chine était « la » question centrale de la campagne présidentielle.

Je terminerai par quelques mots sur ce que pourrait faire l'administration Biden. De nombreux membres actuels de l'équipe de transition étaient déjà des membres de l'équipe Obama. Certains conseillers de Biden, y compris sur les questions asiatiques, appartenaient déjà à l'équipe de Biden lorsqu'il était vice-président. Il est donc entouré de gens expérimentés qui depuis plusieurs années traitent de ces questions chinoises et, plus largement, des questions asiatiques.

La volonté d'imposer la réciprocité à la Chine, cette « réciprocité sans concession », comme le disent les conseillers à la Maison Blanche, sera préservée sous l'administration Biden. L'objectif serait également que la Chine respecte ses engagements internationaux. « Nous devons, avec nos amis, dire à la Chine : ce sont les règles, il faut les respecter », avait déclaré le candidat Biden dans le dernier débat présidentiel.

L'avantage de l'administration Biden sera sûrement de redonner de la cohérence et de la crédibilité à la politique américaine, notamment sur la nécessité d'une approche multilatérale, et de créer des coalitions. Une coalition unique face à tous les défis est peu probable. Mais des coalitions pourraient être créées en fonction des différents sujets, sécuritaires, économiques, technologiques et même sur des sujets liés aux valeurs, aux questions de la démocratie, puisque, le candidat Biden l'a répété, la question des valeurs sera une dimension importante. Ce retour du multilatéralisme permettra le retour des

États-Unis au sein des organisations internationales (UNESCO, OMS, etc.) où l'administration Trump a de fait laissé une grande place à la Chine.

L'administration Biden va probablement pouvoir bénéficier d'une amélioration de l'image des États-Unis à l'étranger. Image qui a fortement souffert de la présidence Trump. C'est une différence majeure entre les États-Unis et la Chine : les États-Unis peuvent espérer un rebond en termes de popularité, en termes d'image à l'étranger, ce qui est impossible pour la Chine dont l'image s'est considérablement détériorée ces dernières années. Cette tendance préexistait à la pandémie mais elle s'est accélérée ces derniers mois, à tel point que, que de la Corée du Sud à l'Australie, des États-Unis à l'Allemagne, les opinions sont les plus négatives vis-à-vis de la Chine depuis au moins une vingtaine d'années.

L'administration Biden a déjà annoncé qu'elle travaillera dans une logique de coopération avec la Chine sur des grands sujets internationaux : le changement climatique, la stabilité financière ou même le contrôle de la pandémie qui malheureusement fait encore rage en Europe, aux États-Unis et ailleurs.

L'administration Trump n'a pas échoué sur tous les plans au sujet de la Chine. Elle a eu le mérite de braquer les projecteurs sur la Chine et de sensibiliser une bonne partie de l'opinion publique américaine aux défis posés par la Chine, à son agressivité dans certains domaines et à ses nouvelles capacités. L'approche américaine, parfois un peu trop unilatérale, et l'affichage d'une rivalité agressive avec la Chine ont dissuadé certains partenaires, notamment européens, de faire front uni avec les États-Unis. Ceci doit être relativisé dans le sens où l'administration Trump a été extrêmement active, notamment en Europe, pour essayer de renforcer la coopération transatlantique, ce qui sera certainement plus facile sous l'administration Biden.

La question qui se pose aujourd'hui est celle de la position de l'Union européenne sur la Chine. L'Union européenne et plusieurs États membres ont des intérêts de plus en plus convergents - la pandémie y a aidé - et on constate un début de prise de conscience au sein de l'Union européenne sur les défis posés par la Chine. Cela s'est traduit en mars 2019 par l'adoption d'un *EU-China Strategic Outlook* par la Commission qui présente la Chine comme un « partenaire de négociation avec lequel l'Union européenne doit trouver un équilibre, un concurrent économique à la recherche d'un leadership technologique et un rival systémique mettant en avant des modèles de gouvernance alternatifs ». Nous n'avons pas encore de politique forte, de mesures fortes appliquées vis-à-vis de la

Chine, mais l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden est une opportunité pour renforcer le lien transatlantique, sur les questions chinoises entre autres. C'est d'ailleurs l'un des objets de la tribune du ministre de l'Europe et des affaires étrangères et de son homologue allemand⁴, publiée aujourd'hui dans la presse française, allemande et américaine.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, M. Bondaz, de cet exposé brillant qui montre les étapes du raidissement progressif des États-Unis vis-à-vis de la Chine.

La politique chinoise a évolué dans un sens que l'on ne souhaitait pas. Comme vous le disiez, alors qu'au départ on croyait à une libéralisation de la Chine, au mythe du « doux commerce », on a assisté au contraire à la montée d'un nationalisme chinois relativement agressif avec Xi Jinping.

C'est sur ce sujet que nous allons entendre Mme Alice Ekman dont je signale qu'elle a publié il y a quelques mois un livre intitulé *Rouge vif, l'idéal communiste chinois* (éd. de l'Observatoire, 2020) qui montre que la Chine n'a pas renoncé à être une puissance communiste et que, à certains égards, ceux qui ont spéculé sur la libéralisation, voire la démocratisation de la Chine, se sont trompés. En réalité la Chine a poursuivi à l'échelle historique une sorte de NEP (nouvelle politique économique) qui dure depuis quatre décennies, depuis Deng Xiao Ping. La nature même du pouvoir chinois n'a pas changé, c'est le pouvoir d'un parti unique, le PCC (Parti Communiste Chinois) qui compte 80 millions de membres.

Nous sommes donc très désireux d'entendre Mme Ekman que nous avons déjà auditionnée dans nos précédents colloques sur ce sujet⁵.

⁴ Jean-Yves Le Drian, Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères et Heiko Maas, Ministre fédéral allemand des affaires étrangères, « Repenser le partenariat transatlantique à la lumière des bouleversements qui redessinent le monde », *Le Monde*, 16 novembre 2020. (NDLR)

⁵ « *Les nouvelles routes de la soie, la stratégie de la Chine* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 4 juin 2018. (NDLR)

La Chine face à l'Amérique, les ambitions chinoises et la stratégie de Xi Jinping

Merci, M. Chevènement.
Bonsoir à tous.

Je vous propose de regarder ensemble les cinq prochaines années, en partant de la rivalité Chine-États-Unis mais aussi en essayant de comprendre où va Xi Jinping. Nous avons aujourd'hui près de sept ans de recul sur son mandat et tout indique qu'il restera au pouvoir au-delà du XX^{ème} Congrès. Cette distance me permet de risquer des pistes d'analyse pour les cinq années qui viennent, et dont j'attends beaucoup de continuité.

Je soulignerai dix points de continuité :

I. La rivalité Chine-États-Unis va rester forte et observable à plusieurs niveaux (commercial, technologique, normatif, diplomatique, idéologique). Même si la communication pourrait s'adoucir sous l'administration Biden, je ne pense pas que les sanctions seront moins fortes dans les cinq prochaines années.

Ceci pour au moins cinq raisons :

1/ Côté chinois, les ambitions de rivaliser avec les États-Unis existaient avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Elles ne sont pas uniquement liées aux sanctions commerciales. Déjà, en 2013, Xi Jinping, indiquait clairement la volonté de la Chine, à terme, de dépasser les États-Unis en tant que puissance économique mondiale, de devenir une puissance technologique et une puissance militaire capable de rivaliser avec la puissance américaine, parlant aussi de « rattrapage asymétrique », même si l'Armée populaire de libération reste loin derrière l'armée américaine en termes de capacité et de budget. Cette ambition n'est donc pas liée à une administration américaine ou à une autre. Elle s'est renforcée avec l'administration Trump mais, côté chinois, cette volonté de rivaliser était déjà forte et installée.

2/ Xi Jinping a parlé récemment de « *Fighting spirit* » face aux États-Unis et tout indique que cet esprit de combat s'applique également à tous les domaines qu'il avait identifiés au début de son mandat.

3/ Il existe un relatif consensus bipartisan à Washington sur la perception de la Chine comme une menace.

4/ Même si des changements majeurs - peu probables - dans la politique américaine de la Chine étaient envisagés sous la présidence de Joe Biden, les éléments de politique étrangère développés par Donald Trump continueront à laisser des traces et confortent la Chine dans sa position de rivalité par rapport à Washington.

5/ Il serait trop risqué pour la Chine de croire en une politique de détente alors que la prochaine élection américaine aura lieu en 2024, et pourrait à nouveau annoncer un changement d'approche. D'autant qu'il y a de fortes chances que Xi Jinping soit encore au pouvoir à ce moment-là. Il faut aussi prendre en compte les asymétries de calendriers.

Je pense réellement que les Chinois ont pris acte que le monde est entré dans une étape de rivalité de long terme, installée dès 2013, qui va se prolonger et ne sera pas mise en question par des ajustements politiques à court terme côté américain.

II. Pour revenir à la politique intérieure chinoise dont j'ai parlé en introduction, tout indique que Xi Jinping restera au pouvoir au-delà de 2022. Beaucoup d'éléments de la vie de la Chine vont découler de la durée de son mandat. En 2018, Xi Jinping a amendé la Constitution pour mettre fin à la limite de temps du mandat présidentiel qui était traditionnellement de dix ans sous Jiang Zemin et Hu Jintao. En 2025 Xi Jinping aura 72 ans (5 ans de moins que Joe Biden, 2 ans de moins que Donald Trump aujourd'hui). Même si, pour une raison ou une autre, Xi Jinping se retirait avant 2025, ce qui reste peu probable, il ferait probablement tout pour placer des proches à des postes-clés -ce qu'il a déjà fait - et pour consolider la continuité et le soutien aux orientations de politique intérieure et extérieure qu'il a prises depuis 2013.

Donc, à mon avis, une grande continuité est à attendre en matière de politique intérieure.

III. Tant que Xi Jinping sera au pouvoir, la Chine ne va probablement pas s'adoucir. Tout d'abord le calendrier politique, chargé dans les prochaines années, risque de confirmer le durcissement observé ces sept dernières années. Il ne s'agit pas d'un calendrier électoral mais de rassemblements politiques majeurs, de

commémorations, de célébrations idéologiques d'importance en Chine. Le Parti et Xi Jinping préparent actuellement :

- le lancement du XIV^e plan quinquennal, en mars 2021, qui couvrira la période 2021-2025 ;
- le centenaire du Parti communiste chinois, en 2021, année symbolique, très importante ;
- le XX^{ème} Congrès du Parti, en 2022 ;
- et également, la même année, l'organisation des Jeux olympiques d'hiver à Pékin.

Chacune de ces échéances devrait être l'occasion d'une vaste campagne de communication sur le renouveau de la Chine et sur sa capacité à se redresser après la crise sanitaire et économique.

Aujourd'hui déjà des éléments indiquent que la Chine communique massivement en interne mais aussi à l'international sur son redressement rapide face à la crise et sur la supériorité présumée de son système sanitaire, logistique, administratif mais aussi de son système politique par rapport à d'autres systèmes.

Si l'on regarde plus spécifiquement les aspects de politique étrangère, il faut évoquer la diplomatie dit du « loup combattant », à tout le moins une diplomatie chinoise offensive portée ces derniers mois et ces dernières années par des diplomates chinois postés dans les capitales européennes et au-delà. Certains analystes pensent qu'il s'agit d'un style de communication ponctuel, temporaire. De mon point de vue, il s'agit d'une tendance de long terme, qui ne disparaîtra pas, mais qui ne s'appliquera pas à tous les pays. Côté chinois il s'agit de corriger systématiquement toutes les idées qui ne seraient pas « en accord avec notre juste ligne de développement » (Xi Jinping), c'est-à-dire toutes les « forces occidentales hostiles », tous les éléments considérés comme tels par le PCC. Ces éléments sont avant tout assimilés à des pays, notamment des États d'Europe de l'Ouest et les États-Unis, mais aussi l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Face aux forces occidentales hostiles qui s'exprimeraient de manière critique vis-à-vis de la Chine, la politique consiste à contre-attaquer systématiquement et à pointer leurs faiblesses, existantes ou supposées.

Nous sommes entrés dans une véritable guerre de communication qui n'hésite pas à souligner les limites du système politique français par exemple, de l'Union européenne, qu'il s'agisse de la crise migratoire, de la sécurité (gilets jaunes, etc.), du ralentissement économique... On pense souvent que cette dynamique touche

tous les pays. Mais il faut avoir en tête que c'est une communication ciblée qui vise avant tout les pays dits occidentaux.

IV. La compétition idéologique est déjà engagée. Systémique ou structurelle, il existe bien une compétition sur le système politique défini par Xi Jinping dès janvier 2013 en ces termes : « Nous devons construire un socialisme qui est supérieur au capitalisme et poser les bases d'un avenir où nous gagnerons cette initiative et où nous occuperons la position dominante. »

Je ne gloserai pas sur la définition des mots « socialisme » et « capitalisme » dans la bouche de Xi Jinping. Une chose est certaine : il considère que la Chine, plus que jamais, doit suivre sa voie actuelle de gouvernance politique et économique, sans plus se poser de questions ni douter de cette voie, et renforcer au contraire cette confiance en soi pour, à terme, positionner la Chine comme un exemple pour le monde et promouvoir son système politique et économique au-delà de ses frontières. C'est très clair.

En substance, la perspective générale de Pékin peut s'exprimer ainsi : désormais, quoi qu'il arrive, nous traçons notre route, nous suivons notre voie. Ce n'est pas aux autres d'essayer d'ajuster notre chemin, de nous guider vers la libéralisation, la démocratisation. Non seulement tout cela est illégitime mais il faut contre-attaquer pour corriger au maximum ceux mêmes qui essaient de nous corriger. La guerre de communication et de propagande s'annonce particulièrement âpre dans les prochaines années.

En parallèle, la Chine tente de séduire un nombre croissant de pays, en premier lieu les pays en développement. Le programme de formation proposé par le ministère chinois du Commerce (Mofcom) à certains pays d'Afrique subsaharienne, invite clairement ces États à s'inspirer de la Chine dans la structuration de leur économie, leur système politique, leur gestion du terrorisme, leur gestion des minorités etc.

En tout cas il y a une volonté réelle du PCC d'entrer dans une compétition des systèmes politiques et de glorifier à chaque occasion (autant la gestion de la pandémie que celle des Jeux olympiques d'hiver) les succès présumés de la Chine, en soulignant les failles présumées des systèmes démocratiques, y compris européens.

À mon avis cette tendance ne va pas s'arrêter car du point de vue de Pékin, l'échéance est longue. Pour Xi Jinping, c'est l'objectif 2050... un calendrier assez étendu.

V. Le renforcement du rôle du Parti et de l'État dans l'économie chinoise se confirmera probablement dans les prochaines années. Cette tendance a déjà été observée au cours des sept dernières années : renforcement des cellules du Parti au sein des entreprises d'État ; appel à la création d'un nombre croissant de cellules du Parti dans les entreprises privées ; renforcement de la planification qui, si elle n'est plus aussi forte que sous Mao, demeure constante : plans quinquennaux, plan *Made in China 2025*, plan de standardisation 2020-2035, etc. L'organe de planification principal, la NDRC (*National Development and Reform Commission*), a été restructuré ces dernières années et a connu énormément de rotations internes au début du mandat de Xi Jinping mais il reste très influent, y compris pour la validation de la présence de certaines usines ou entreprises étrangères dans les provinces chinoises.

Tout indique que le Parti va continuer à renforcer son pouvoir dans l'économie. L'espoir d'une réforme des entreprises d'État, entrevu au début du mandat de Xi Jinping, n'a pas été confirmé. Au contraire, le poids des entreprises d'État dans l'économie demeure très fort. Aujourd'hui Xi Jinping parle de « double circulation » et d'une reconcentration sur le territoire national, avec la volonté de développer la consommation intérieure alors que la Chine reste une puissance économique tournée vers l'exportation. Dans le contexte de la rivalité avec les États-Unis mais aussi de la Covid-19, elle considère qu'il lui faut être de moins en moins dépendante du marché américain pour être en mesure de limiter à terme les effets des sanctions commerciales et technologiques.

On a mentionné en introduction l'accord de libre-échange. Il confirme que plus que jamais la Chine essaye de limiter sa dépendance au marché américain en développant ses relations commerciales avec les Pays d'Asie du Sud-est. Cette tendance n'est pas nouvelle mais elle se renforce aujourd'hui et se prolongera probablement dans les prochaines années.

VI. Dans les prochaines années, Hongkong et Taïwan resteront des priorités pour ce que Xi Jinping appelle « le grand renouveau de la nation chinoise ». Il ne faut attendre aucun changement de cap de la part de Pékin, aucune concession ou ajustement par rapport aux mesures prises ces derniers mois et années.

Concernant Hongkong, la nouvelle loi sur la sécurité nationale est mise en place de manière très ferme et l'on voit chaque mois de nouveaux développements comme, récemment, la révocation de députés de l'opposition. On a pensé initialement que la Chine ne pourrait pas mettre en place ce cadre législatif

extrêmement strict car le statut de place financière de Hongkong rendrait insupportables les conséquences économiques et financières pour la Chine. À mon avis, la Chine est prête à payer le prix économique et financier d'un recadrage politique de Hongkong. Que Hongkong perde en attractivité en tant que place financière régionale et mondiale et qu'un nombre croissant de sièges régionaux d'entreprises étrangères se déplacent de Hongkong vers d'autres villes d'Asie – tendance que l'on observe déjà - n'effraie pas la Chine dont l'objectif politique l'emporte sur l'objectif économique. D'autre part la Chine développe d'autres centres économiques importants, dont Shenzhen et d'autres villes du Sud du pays.

Concernant Taïwan la dynamique est différente. Les tensions sont très vives, notamment dans un contexte de soutien renforcé de l'administration Trump à Taïwan, illustré ces dernières années par l'augmentation des visites officielles à niveau supérieur, de nouvelles ventes d'armes, une communication présidentielle américaine parfois émaillée de *tweets* évoquant la « présidente » de Taïwan, etc. Il est probable que l'administration Biden reprendra des termes diplomatiques qui, peut-être, en surface, exaspéreront moins la Chine. Mais la tendance est celle d'une rivalité forte, avec une présence militaire chinoise qui se renforce dans le détroit de Taïwan et un questionnement sur le degré d'empressement de la Chine. Que la Chine souhaite la « réunification » est évident mais à quelle échéance ? L'objectif chinois officiel serait probablement une réunification par étapes, pas à pas, même si cette perspective fait très peur à une part croissante de la population taiwanaise, qui observe avec inquiétude les derniers développements à Hong Kong. Mais il est peu probable que la situation se calme dans le détroit et le moindre incident, à l'occasion par exemple d'une décision prise à Washington, pourrait très vite escalader en tension, voire en conflit militaire.

La Chine a face à elle une région très conflictuelle et doit gérer de nombreux points de tension (la frontière indienne, la Mer de Chine du Sud, Hongkong, Taïwan, etc.), lit-on souvent. Mais la communication chinoise révèle des priorités très claires. Hongkong et Taïwan sont vraiment les priorités des priorités pour la Chine de Xi Jinping dans la région. Aucune concession n'est possible sur ces sujets et aucune leçon des « forces occidentales hostiles » ne saurait être tolérée, selon Pékin. Plus encore on voit apparaître à Pékin des hypothèses complotistes selon lesquelles la population hongkongaise qui manifestait dans la rue serait soutenue par la CIA et par les « forces occidentales hostiles » désireuses de créer des troubles dans la région, et n'exprimerait pas la voix du peuple.

Dans ce contexte, aucun élément au niveau de l'analyse de la perception ou de l'action n'amène à penser qu'il y aura moins de tensions, moins de manifestations et moins d'échanges virulents, que ce soit à Hongkong ou à Taiwan.

VII. La stratégie dite « initiative des nouvelles routes de la soie » selon la communication officielle chinoise, continue à être promue intensément par la Chine sous une forme un peu ajustée. Au départ le projet chinois mettait l'accent sur le développement des infrastructures de transport (routes, autoroutes, ports, aéroports etc.), des projets coûteux qui suscitaient parfois des questions concernant l'endettement de certains pays et le retour sur investissement pour la Chine. On entend aussi de nombreuses critiques sur certains projets (au Sri Lanka, par exemple, ou plus récemment en Égypte). Le Mofcom (Ministère du commerce de la République populaire de Chine) lui-même a appelé à réduire la voilure des investissements dans les infrastructures de transport, pour limiter les risques.

Ce projet est également ajusté à l'ère du coronavirus : plus que jamais la Chine veut promouvoir une « nouvelle route de la soie sanitaire ». On en parlait déjà de *healthy road* avant la crise sanitaire mais elle promeut ce concept avec plus de vigueur, y compris à l'OMS⁶, sous différentes formes.

Elle promeut aussi une nouvelle route de la soie « digitale ». Les plateformes et outils e-commerce chinois sont de plus en plus promus sous l'étiquette des « nouvelles routes de la soie ».

De fait, le concept fourre-tout des nouvelles routes de la soie est pour la Chine une étiquette utile sous laquelle elle tente de rassembler des pays « amis » sous un format multilatéral qui lui conviendrait mieux. Elle a déjà organisé deux éditions du Forum des nouvelles routes de la soie, en 2017 et 2019, et il est probable qu'elle continuera à organiser ce type de forum dans les prochaines années, sans doute avec des réceptions contrastées et un succès mitigé. Mais elle espère ainsi développer un forum de référence qu'elle aimerait voir rivaliser avec d'autres forums multilatéraux (tel que le G20).

VIII. On retrouve la rivalité Chine-États-Unis sur la question de l'autonomie technologique. Les concepts de souveraineté digitale, d'autonomie digitale ou numérique sont aussi dans l'air du temps à Washington et à Bruxelles. Mais à Pékin, à la lecture des premiers éléments de présentation du XIV^{ème} plan

⁶ Alice Ekman, « La route de la soie sanitaire », *Le Grand Continent*, 2 avril 2020.

quinquennal à venir, à l'issue du 5^{ème} plénum qui s'est achevé il y a près de trois semaines, on voit que pour la Chine il est désormais question de ne plus être dépendante de composants ou services technologiques étrangers (pas uniquement américains). Aujourd'hui elle reste fortement dépendante pour certains composants, par exemple les semi-conducteurs. Huawei, et d'autres entreprises accusent le coup face aux sanctions américaines. Mais le projet est de redoubler d'investissements en R&D pour pouvoir assez rapidement produire des semi-conducteurs de dernière génération entièrement chinois. Ce n'est pas le cas encore aujourd'hui. Mais la Chine a pris des décisions pour pouvoir produire des semi-conducteurs qui, s'ils ne sont pas encore compétitifs, constitueront une première étape dans la réduction de la dépendance. D'une manière générale, sur ce secteur, le Parti communiste appelle au renforcement de la R&D dans une diversité de technologies (5G, centres de données, intelligence artificielle, internet des objets, *blockchain*, etc.).

La Chine espère sortir de la crise du Covid par un plan de relance qui mise à fond sur les technologies. En 2008-2009, après les crises économique et financière mondiales, la Chine avait investi principalement dans les infrastructures plus traditionnelles (le transport). Aujourd'hui, l'idée est de développer encore davantage le réseau 5G sur tout le territoire chinois, les centres de données, la *blockchain* à caractéristiques dites chinoises, le système satellitaire BD dont la troisième génération a été lancée l'été dernier. On parle beaucoup de la 5G mais ce n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Il s'agit de développer un écosystème chinois de technologies capable de rivaliser avec les propositions américaines ou européennes non sur une niche technologique mais sur un ensemble de technologies.

Il s'agit aussi, à terme, de pouvoir proposer à certains pays des écosystèmes technologiques entièrement fonctionnels et compétitifs. Par exemple, dans le contexte des *smart cities* (villes intelligentes), des systèmes de caméras de surveillance, des logiciels de reconnaissance faciale, des centres de données, des câbles sous-marins, toute une infrastructure chinoise qui permettra à la Chine de continuer à soutenir sa croissance.

« Qui va acheter ça ? » ironise-t-on. À tort car les technologies chinoises restent attractives pour certains pays y compris dans le contexte du Covid et des inquiétudes autour de la 5G. En pleine crise sanitaire, il y a quelques mois, la Chine a donné ou exporté des systèmes de vidéo-conférence, des caméras thermiques à des États tels que le Liban, le Kenya, etc. Elle le fait et continuera à

le faire vers d'autres pays. La réception de l'offre technologique chinoise est aujourd'hui très hétérogène, elle effraie dans certains pays autant qu'elle attire dans d'autres. D'une manière générale je ne sous-estimerai pas les capacités d'innovation chinoises. « La Chine, compte tenu de son système politique, ne sera pas capable d'innover, elle sera capable de copier, d'ajuster mais ce ne sera jamais une puissance d'innovation... », a-t-on dit pendant longtemps. Cela a toujours été faux. Si, à l'époque, la Chine n'arrivait pas à innover, c'est peut-être parce qu'elle n'avait pas les moyens économiques ou la politique d'innovation adéquate mais elle n'est pas intrinsèquement incapable d'innover. Si ce système politique, en effet, est très contraignant pour les chercheurs et ignore des pans entiers de la recherche parce qu'ils ne sont pas identifiés comme stratégiques par les institutions de planification, il est capable de « mettre le paquet » et de redoubler d'efforts pour être en pointe sur certaines technologies identifiées comme des priorités gouvernementales. Pour les technologies identifiées comme des priorités il existe des capacités d'innovation. On parlait de la 5G, on pourrait parler de manière générale de l'intelligence artificielle. La Chine a annoncé en 2017 son ambition de devenir le *leader* mondial de l'intelligence artificielle en 2030. Je ne suis pas capable à l'heure actuelle de dire si elle y arrivera ou pas, mais il est utile de reconnaître que l'ambition est forte et que les moyens sont conséquents pour soutenir cette ambition.

IX. La Chine a toujours la volonté de restructurer la gouvernance mondiale. C'est très clair. Depuis Hu Jintao elle a essayé de renforcer sa présence dans beaucoup d'organismes internationaux, notamment à l'ONU. Cette politique va continuer malgré les critiques et les doutes survenus face à la gestion de l'épidémie par l'OMS. Elle va continuer également malgré une administration Biden qui va réinvestir dans le multilatéralisme et tenter de limiter la présence chinoise dans certaines organisations.

La prise de conscience, déjà par l'administration Trump, que se désengager du système multilatéral pouvait laisser de la place à la diplomatie chinoise, avait amené la diplomatie américaine à nommer un ambassadeur pour « l'intégrité multilatérale ». Sous la présidence de Joe Biden, les États-Unis vont probablement être plus actifs dans les organisations multilatérales. Toutefois, même face à cette présence américaine, la Chine va continuer à investir, va redoubler d'activisme, avec plus ou moins d'efficacité. Ce sera une priorité, pas forcément en créant de nouvelles institutions (comme elle l'avait fait en 2014 en créant comme la Banque

asiatique d'investissement pour les infrastructures), mais en agissant au sein des institutions existantes, en ne cessant de faire des propositions et aussi en créant ce qu'elle appelle un « cercle de pays amis ».

« Cercle d'amis » est une expression utilisée par Xi Jinping pour essayer de fédérer un maximum de pays autour de ses positions. Antoine Bondaz parlait de « coalition », la Chine voit les choses un peu différemment, de manière peut-être moins formelle : elle ne fait pas signer de traité d'alliance, elle ne considère pas qu'elle a des « alliés » mais des « amis » qui vont soutenir ses positions sur le Xinjiang, sur Hongkong, sur les droits de l'homme, à l'ONU et ailleurs. Elle y parvient avec un relatif succès en réunissant, en moyenne, une cinquantaine de pays. Certes, ce ne sont pas, pour la plupart, des pays considérés comme des puissances diplomatiques ni des puissances militaires mais le nombre compte et la Chine investit dans une diplomatie que l'on pourrait qualifier de « comptable ».

Il ne faut pas sous-estimer non plus le rapprochement Chine-Russie qui est significatif et qui se matérialise dans les enceintes multilatérales avec une certaine coordination pour faire avancer des dispositions communes, utilisant à l'occasion des expressions communes et des concepts communs dans les communiqués.

X. La Chine souhaite être une puissance de référence : elle investit par exemple dans les classements (classement des universités, classement des entreprises responsables, agences de notation, etc.), partout où elle peut apparaître comme un exemple et figurer parmi les premiers.

D'une manière générale, la Chine investit aujourd'hui dans tout ce qu'on appelle la politique de normes et de standards. Un plan assez ambitieux pour 2035 vise à promouvoir ses normes et ses standards dans un nombre croissant de pays. Elle vise avant tout des États qui ne sont pas eux-mêmes des puissances normatives (comme le sont l'Europe et les États-Unis) mais des pays en développement, des pays émergents. Son objectif prioritaire est de promouvoir les normes et les standards dans le domaine technologique par deux biais : en investissant dans les institutions de standardisation, telles que l'ISO (Organisation internationale de normalisation), mais aussi en étant puissance innovatrice, c'est-à-dire en créant des drones dernière génération, des systèmes satellitaires innovants ou encore un réseau 5G compétitif. *De facto*, en innovant, elle crée de nouveaux standards et normes qui pourront ensuite faire référence dans certains pays.

Tout cela pour dire que, à mon avis, une compétition assez rude est à attendre dans les prochaines années. Cette compétition reste ouverte – la Chine possédant à la fois de nombreuses forces et faiblesses.

Faute de temps, je ne m'étends pas sur les conséquences pour l'Europe, mais j'imagine que nous aurons l'occasion de les aborder plus tard lors des échanges avec les participants.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Alice Ekman, pour cet exposé toujours passionnant.

Un doute m'est venu à l'esprit quand vous avez évoqué une compétition idéologique entre la Chine et les pays occidentaux. Bien sûr, nous sommes d'autant plus frappés par l'ascension de la Chine que l'Europe est en crise. Si la Chine, au moment actuel, semble avoir surmonté la crise du coronavirus mieux que les pays occidentaux, avec la découverte du vaccin les choses peuvent évoluer assez rapidement et nous amener à modifier notre regard sur cette crise.

Qu'en pensez-vous ? Peut-on vraiment parler de compétition idéologique en sachant très peu de nos concitoyens souhaiteraient vivre dans un système aussi policier que le système chinois ?

ALICE EKMAN

Vous avez raison.

La gestion logistique chinoise de la crise du Covid mais aussi sa gestion en termes de communication a exaspéré l'Union européenne, en particulier lorsque la Chine a communiqué sur son assistance à l'Europe, notamment à l'Italie, laissant penser que la Chine palliait un manque de solidarité entre pays européens, et alors que l'Union européenne avait elle-même envoyé une aide à la Chine... mais de manière plus discrète pour ne pas vexer les responsables chinois. Cette exaspération montre que le Covid a accéléré des tendances préexistantes en Europe dans la perception de la Chine. Cela relativise aussi la capacité de séduction de la Chine, tant politique qu'idéologique au sens large. Il existe en effet

une dimension idéologique dans la couverture par les médias chinois de la crise pandémique.

La Chine est aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale et, en fonction de sa capacité de redressement, elle pourrait consolider ce statut de puissance économique mondiale et réduire l'écart par rapport à la première puissance économique mondiale que sont les États-Unis.

C'est aussi sur cet argument tout simple que joue la Chine pour améliorer son attractivité. La Chine n'apparaît pas forcément attractive en tant que système politique (la surveillance policière dont vous avez parlé rebute la majorité des Français). Mais cette puissance économique qui a réussi à se développer rapidement peut séduire les gouvernants de pays qui souhaitent se développer tout en « tenant » leur population comme le fait la Chine. Ce qui fait peur ici peut fasciner ailleurs.

On observe une très forte hétérogénéité des perceptions de la Chine, de son système économique et politique. Même si l'on observe, de plus en plus, une convergence des perceptions au niveau européen, cette convergence n'est pas mondiale. La Chine est bien consciente de cette hétérogénéité des perceptions et quand ses entreprises technologiques perdent des parts de marché sur certains continents, elle redouble d'investissements pour conquérir d'autres parties du monde, allant jusqu'à offrir ces technologies à certains pays.

La course au vaccin se déroule aussi en Chine et en Russie. Il serait intéressant de savoir comment les dernières déclarations sur Pfizer, Moderna etc. ont été couvertes en Afrique subsaharienne, dans une grande partie de l'Amérique latine ou dans une partie de l'Asie du Sud-est, et comment la Chine promeut son vaccin. Elle coopère, pour le produire, avec certains pays, comme le Maroc et le Brésil. Je ne pense pas que le vaccin changera la donne en termes de compétition. Si le vaccin aide les États-Unis et l'Europe à se redresser économiquement plus rapidement que prévu, tant mieux, mais l'asymétrie en termes de redressement par rapport à la Chine perdurera probablement. Tout indique que l'économie chinoise repart, même si des doutes légitimes persistent sur la transparence des chiffres. Sur le terrain, les commerces ont réouvert, certains secteurs (automobile, électronique, luxe, etc.) reprennent. Beaucoup d'éléments indiquent que la Chine va consolider son statut de puissance économique. C'est sur cette base qu'elle va tenter de promouvoir son système de gouvernance économique et politique, en

martelant le fait qu'elle se serait redressée plus rapidement que d'autres systèmes. Et je ne pense pas que tous les pays lisent entre les lignes de la propagande chinoise de la même manière que nous le faisons ici.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci.

Le doute que j'exprimais était une interrogation qui introduit l'exposé de M. Di Meglio qui va nous parler des faiblesses de la Chine tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

Je rappelle que M. Di Meglio, que nous avons déjà entendu dans un colloque de la Fondation Res Publica⁷, est le président de Asia Centre.

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Chine fragile ?

Merci pour votre invitation. C'est toujours un grand plaisir de participer aux sessions de la Fondation Res Publica dont je signale aussi les publications qui nous permettent de relire les propos des personnalités que vous avez su fédérer, Monsieur le ministre.

Je remercie aussi les orateurs qui m'ont précédé. Par le contenu de leurs propos, ils vont me dispenser d'être très long.

Ce qui me dispense d'être très long, c'est aussi le sujet que, délibérément et de façon un peu provocante, j'ai choisi.

⁷ M. Di Meglio a participé au colloque « *La Chine et ses défis, vers un nouveau modèle de développement* », organisé par la Fondation Res Publica le 14 décembre 2015 et au colloque « *Les nouvelles routes de la soie, la stratégie de la Chine* », organisé par la Fondation Res Publica le 4 juin 2018. (NDLR)

Les forces de la Chine ont été très bien présentées. Les intervenants qui m'ont précédé ont souligné les extraordinaires réussites que cette paradoxale année 2020 a mises en évidence.

Comme l'a rappelé Jean-Michel Quatrepoint, cette année a commencé avec l'image d'une Chine au bout du rouleau du fait de la maladie. Puis on a assisté à un de ces renversements de situation dont la Chine a le secret.

Chine fragile ? Le point d'interrogation dit que c'est peut-être à ce moment-là qu'il faut « s'en méfier le plus ». On connaît l'habileté des stratégies chinoises. Jean-Michel Quatrepoint a rappelé comment la Chine a laissé croire qu'elle était faible au moment de la négociation commerciale avec les États-Unis le 15 janvier dernier, en acceptant des conditions qui semblaient être à son désavantage mais qui, du fait des clauses échappatoires, des cas de force majeure, pouvaient en fait la renforcer. En effet, ce pacte commercial, qui soulignait sa faiblesse, offrait aussi des portes de sortie qui la renforceraient au cas où l'épidémie aurait un impact trop fort sur son économie. C'est donc peut-être sa force ultime d'avoir surjoué la faiblesse le 15 janvier. Renverser la position, une technique qui évoque un art martial asiatique.

Chine fragile ? Le point d'interrogation, nécessaire, se pose avec beaucoup de prudence Mais le qualificatif s'impose aussi. Il est nécessaire. Affirmer à l'unisson de la Chine qu'elle est seulement « forte », c'est d'une part s'éloigner de la vision « chinoise » de la réalité (aussi parce que dans le monde du Tao, tout « yang » a son « yin ») car les dirigeants chinois sont sensibles eux-mêmes et inquiets de leur propre fragilité et des menaces intérieures et extérieures qui pèsent sur eux. C'est aussi une nécessité parce que le risque de la prophétie auto-réalisatrice prédisant une Chine déjà victorieuse et triomphant sans coup férir ou en combattant, le risque qu'il y aurait à dire que « les dés sont jetés » nierait notre capacité à reprendre en mains notre propre destin. Il faut éviter cela bien sûr.

On n'a pas encore parlé de l'Europe et ce n'est pas mon propos. Notre destin n'est pas scellé. Et l'issue d'un affrontement entre deux camps, s'il y a réellement un affrontement, n'est pas tout à fait certaine.

Je vais essayer de le montrer rapidement avec six sujets de faiblesse que j'ai identifiés. Sans parler du tout premier, qui est à l'origine de tout et à l'origine de cette année 2020 : ce que nous avons tous appelé le Covid et que j'appelle

plaisamment les « *New Sick roads* ». Je rappelle qu'une épidémie était déjà sortie de Chine en 2003 et avait été contenue. Peut-être les différents dangers climatiques et environnementaux que ce pays fait peser sur la planète constitueront-ils demain l'une de ses faiblesses, mais ceci relèverait de la prospective aventurière et n'est pas notre propos.

I. La faiblesse élémentaire est la faiblesse démographique. C'est sur le dividende démographique que la Chine a construit sa force actuelle. Un dividende démographique tout à fait naturel, arithmétique. La Chine était jeune en 1970. Elle était encore jeune en 1979 quand les « Quatre Modernisations » ont été lancées et quand ce programme famarieux qui a amené les Trente glorieuses chinoises (1979-2009) s'est développé. Aujourd'hui, une projection démographique des Nations Unies sur les trente années qui nous attendent révèle qu'en 2050 la Chine ne sera pas le pays le plus peuplé au monde. Mais une population nombreuse n'est pas forcément une richesse. En revanche, un dividende démographique, c'est-à-dire une population jeune capable de grandir en termes de capacité de production est une richesse. En 2050, selon les projections des Nations Unies, la population active chinoise comptera 700 millions de personnes tandis que la population active de l'Inde avoisinera 1 milliard de personnes. Entre 2020 et 2050 la population active chinoise va décroître de 15 % quand la population active indienne va croître de 30 %. On sait à quel point l'Inde est loin de la Chine aujourd'hui. On sait à quel point la pandémie a accru le hiatus entre l'Inde et la Chine alors même que, dans les premières années Modi, on pouvait imaginer que l'Inde allait progressivement rattraper la Chine. On voit que, au moins sur ce terrain, l'Inde a un potentiel de rattrapage fondé, non sur sa productivité mais sur sa force de travail et d'innovation, notamment dans les technologies numériques.

II. On a déjà évoqué ce qui s'était passé lors de la mise sur le marché avortée de la filiale d'Alibaba, *Ant Financial*. Pour moi c'est une double faiblesse.

On peut se dire qu'annuler une mise sur le marché le jour-même, la veille ou dans la semaine qui précède l'événement, est une très grande subtilité. En effet, on a laissé monter Jack Ma, on a laissé monter Alibaba, on a laissé monter *Ant Financial* qui aurait aujourd'hui le contrôle de 98 % du marché de la finance échappant au système bancaire. Il s'agit en fait du gré à gré « organisé », par opposition à la véritable « finance de l'ombre » qui a été étouffée en 2017-2018,

soit des prêts entre particuliers qui passent par la plate-forme *Ant Financial*, soit des prêts ou des investissements de particuliers qui passent aussi par la plate-forme *Ant Financial*. On a attendu que tout ceci monte à son plus haut degré pour le faire tomber du plus haut possible. Dans d'autres termes, la roche Tarpéenne est proche du Capitole !

Mais c'est aussi une pratique tout à fait antinomique de ce qui fait la force habituelle des marchés financiers. On peut dire, comme Alice Ekman et Antoine Bondaz, que la Chine n'a cure de la stabilité financière ou de l'image du marché hongkongais. Néanmoins l'objectif de la Chine est d'être présente sur les marchés financiers internationaux. Et ce qui s'est passé autour d'*Ant Financial*, le fait qu'il ait fallu rendre aux investisseurs les fonds qu'ils avaient déposés (qui étaient déjà dans les *custodies*, entités qui détiennent les fonds avant qu'ils soient livrés sur les comptes en banque des différentes entités que l'on met sur le marché), est une première ! C'est quelque chose qu'on ne voit même pas dans les crises boursières les plus catastrophiques. Ce n'est quand même pas un très bon signe de la compréhension par la Chine de ce qu'est un marché financier. Certes les marchés financiers ne sont pas l'alpha et l'oméga, même en Chine (...ou en chinois). Mais la Chine a toujours voulu se classer comme experte dans une nouvelle génération de marchés financiers.

III. Il faut parler aussi du poids de la dette. La croissance des « Trente glorieuses chinoises » est colossale. Après le rebond de 2008- 2009, un nouveau rebond se profile au vu des chiffres des trois derniers trimestres de l'économie chinoise face à des économies européennes qui vont avoir du mal à respecter leurs prévisions pour l'année 2020 du fait de la « deuxième vague ». Mais cette croissance est financée par une dette bancaire qui atteint environ 330 % du PIB chinois, tout cumulé (dette de l'État, dette des provinces et dette des entreprises). Dans un pays fermé d'un point de vue financier, comme l'est le Japon (les marchés financiers japonais sont beaucoup plus fermés qu'on ne pourrait l'imaginer de la troisième puissance financière mondiale), ce n'est pas une très bonne nouvelle de faire reposer sa croissance sur de la dette, en particulier de la dette bancaire détenue par des banques d'État, c'est-à-dire, *in fine*, par un État qui ne va pas pouvoir réformer son système financier. Si cette dette est détenue par les banques d'État c'est parce que le système financier chinois n'a pas été réformé. On a essayé de le réformer au moment où la Chine est entrée dans l'OMC mais, pour toutes sortes

de raisons, on a reculé et on en est à un point où cela devient extrêmement difficile.

IV. Alice Ekman a parlé des deux forums de la route de la soie. Je peux dire (j'y étais) que le deuxième forum, celui de 2019, fut un succès très mitigé. Des chefs d'État (dont Vladimir Poutine) présents au premier forum n'avaient pas répondu à l'invitation. On voyait, comme l'a très bien dit Alice Ekman, les ambitions se réduire car un certain nombre de pays, notamment d'Europe centrale, certes avides de fonds chinois, se montraient moins friands d'idéologie et d'influence chinoises.

D'autre part, cette route de la soie coûte très cher. Qu'elle concerne les infrastructures dures, comme dans le projet initial, ou qu'elle soit numérique comme aujourd'hui, c'est quand même 1000 milliards de dollars ! Et pour un pays dont la dette atteint 300 % de son PIB et qui survit à une crise économique mondiale c'est peut-être très cher payer l'influence. Ces 1000 milliards de dollars ne vont probablement pas être dépensés. La route de la soie est une faiblesse en ce sens que la Chine a annoncé des choses qu'elle ne tiendra pas.

Parmi les réussites réelles de la route de la soie il faut citer le couloir Chine-Pakistan qui, contournant le détroit de Malacca, peut constituer une alternative pour l'approvisionnement en matières premières de la Chine. Il serait plus difficile de trouver des réussites de ces routes de la soie en Asie centrale et en Europe centrale

V. Huawei, dont le nom a été prononcé plusieurs fois ce soir, est terriblement dépendant des technologies étrangères, y compris de TSMC (*Taiwan Semiconductor Manufacturing Company*), ce qui est quand même un comble ! Si le robinet se ferme, c'est non seulement l'avance technologique de Huawei qui est compromise mais aussi sa santé financière. Sait-on que Huawei vient de vendre les fabrications de téléphonie mobile, les terminaux, les téléphones, à un « partenaire complice », la municipalité de Shanghai ? En effet, l'étrangement que les États-Unis lui font subir a conduit Huawei à aller chercher du *cash*. Ce *cash*, bien sûr, est bon marché. Quand Huawei va dire à la municipalité de Shanghai qu'il a besoin d'un peu de *cash*, on va toujours au même guichet. L'argent public, les banques, en Chine, c'est un peu la liste civile d'un monarque. Malheureusement, les listes civiles, on sait comment ça se termine.

VI. Les sondages du *Pew Research Center* aux États-Unis montrent que l'image de la Chine s'est dégradée au point d'être à 73 % négative aux États-Unis. On constate aussi en Europe la mauvaise image de la Chine. La faiblesse de l'image peut avoir un prix plus élevé que ce que l'on croit.

Cette faiblesse est perçue par les autorités chinoises elles-mêmes. Or, pour se mettre en valeur, il faut être sur un terrain de force. Le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), signé le 15 novembre dernier à Hanoï en visioconférence avec 14 autres pays, intervient précisément à un moment de vide politique des États-Unis, entre deux présidences. La Chine s'affirme forte quand elle sait qu'elle a du vide en face d'elle. De la même façon Xi Jinping avait réussi à faire avancer de dix jours la date de Davos, en janvier 2017, parce que c'était le Nouvel an chinois... et si on voulait Xi Jinping il fallait avancer Davos ! Démonstration de force... rendue possible par l'absence du président américain à Davos.

Mais lorsque la voix chinoise, si forte qu'elle soit, rencontre quelque contradiction elle se fait un peu plus faible. J'évoquerai une anecdote : Hervé Morin, en qualité de président de Région, organise un forum de la paix. Lors de la 3^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix, qui s'est tenue les 1^{er} et 2 octobre 2020 à Caen, nous avons organisé un colloque sur « *Les dynamiques asiatiques à l'épreuve de la crise* », en partenariat avec Asia Centre. Nous avons bien sûr souhaité la participation d'un maximum de Chinois les plus illustres possibles. Un grand professeur et ancien doyen exécutif de l'Institut d'études internationales de l'Université de Fudan était présent. Quarante minutes lui étaient imparties. Mais, au bout de dix minutes, sentant que l'assistance lui était hostile, il a disparu en prétextant que son emploi du temps était trop chargé. C'est très souvent l'attitude de la Chine. Lorsqu'elle rencontre trop de résistance elle se retire.

Je voudrais attirer l'attention sur ce point, soulignant les fragilités de la Chine, non pas pour l'accuser, non pas pour dire qu'elle est finie, au contraire. Si nous établissons une réelle coopération qui ne soit pas systématiquement critique, une coopération constructive, comme Joe Biden a peut-être envie de le faire sur les sujets climatiques, peut-être les interlocuteurs, les dirigeants chinois accepteront-ils de parler des fragilités du pays, ce qui le rendra plus fort mais d'une force qui sera plus compatible avec nos propres forces.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, M. Di Meglio, pour cet exposé passionnant.

LA CHINE, L'AMÉRIQUE ET LES AUTRES

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Nous avons pensé que nous ne pouvions pas ne pas introduire la dimension russe dans notre équation. En effet, la Russie est aujourd'hui proche de la Chine. Elle fait partie de l'Organisation de coopération de Shanghaï et des accords ont été passés entre la Russie et la Chine. Néanmoins on voit que la Russie vend à la Chine des matières premières, principalement du pétrole et du gaz, tandis que la Chine inonde la Russie de produits qu'elle fabrique à relativement bas coût. La balance semble donc pencher en faveur de la Chine.

On peut donc se demander si la Russie est liée durablement à la Chine ou si, à un moment, elle ne se tournera pas à nouveau vers l'Europe. Après tout, la Russie est un grand pays européen qui a l'avantage d'être entre l'Europe et la Chine. C'est une question que l'on doit se poser parce que dans le rapport de force mondial la position de la Russie est très importante.

Nous avons pensé à M. Emmanuel Dupuy pour nous parler de ce qui se passe en Asie centrale, là où se développent les routes de la soie, notamment à travers la Russie et le Kazakhstan, vers les pays du Golfe et vers l'Europe.

Comment voyez-vous l'évolution de ces pays et l'évolution des rapports entre la Russie et la Chine ?

EMMANUEL DUPUY

La Chine et les pays d'Asie centrale

Merci beaucoup, monsieur le ministre, pour cette invitation.

Faiblement développée, peu peuplée, peu ou mal dotée en infrastructures, traversée de tensions intérieures ethniques, instrumentalisée par divers courants

religieux, la région de l'Asie centrale est, à maints égards, selon la formule de Pierre Chuvin et Pierre Gentelle, « un vide entouré de pleins »⁸.

Il y a ainsi les « pleins » et « vides » d'hier et ceux d'aujourd'hui. Ceux d'hier nous font remonter au fameux « Grand jeu », cher à Rudyard Kipling, opposant à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, les intérêts de la Russie tsariste et ceux de l'Empire britannique en Asie Centrale. Les trois guerres anglo-afghanes (entre 1839 et 1919) mettront fin aux ambitions de l'Empire britannique aux confins de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud, à travers son inexpugnable verrou afghan.

Les acteurs d'aujourd'hui (Chine et Russie notamment) jouent un nouveau « Grand jeu » dans le « cœur où bat le pouls du monde », comme évoqué à l'Institut Royal britannique de géographie en 1904, par l'Amiral Halford John Mackinder, un des pères de la géopolitique moderne, qui définira la région comme étant le « cœur du monde » (*Heartland*).

La Chine et la Russie y rivalisent désormais de stratégies, de partenariats, de coopérations économiques, militaires et culturelles pour y entraîner les cinq pays d'Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan) qui, bien qu'ayant en partage la religion musulmane, diffèrent dans leurs ethnicité, langue, pratiques et sentiment d'appartenance à l'espace post-soviétique.

Tous s'inscrivent, cependant, dans un même espace turcique (autrefois appelé Turkestan) que le président turc, Recep Tayyip Erdogan revendique « de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine », en y intégrant le Xinjiang à la langue et population ouïghoure et kazakhe d'origine turque.

L'Asie centrale se caractérise, ainsi, comme un espace central au continent asiatique, peuplé de 70 millions d'habitants, qui se définit par ses deux puissants voisins (Russie et Chine) et son aspiration conjoncturelle à s'en émanciper. D'où la nécessité d'y ajouter, en creux, la Turquie et les États-Unis, et dans une moindre mesure, l'Union européenne, vis-à-vis desquels les cinq pays d'Asie centrale recherchent des partenariats pour réduire leur dépendance continentale.

⁸ Pierre Chuvin et Pierre Gentelle, *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris, Le Monde, Marabout, 1998.

D'une part, celle que constitue l'ancienne puissance coloniale russe puis tutélaire soviétique (jusqu'aux indépendances de décembre 1991 et la fin officielle de l'URSS).

D'autre part, une Chine désormais plus sûre d'elle et dont les velléités de puissance s'expriment désormais plus ouvertement en ses « Marches » dans son « étranger proche ».

Ainsi, cette dynamique, quelque peu affectée par la COVID-19 (dont la seconde vague touche désormais les cinq pays plus fortement que la première) contient plusieurs variables.

1. Une réalité stratégique ouvrant / fermant les « Nouvelles routes de la soie », en concurrence, dualité et complémentarité quant à l'installation durable d'un agenda eurasien (complémentaire de celui de l'Indo-Pacifique) qui fait de l'Asie centrale une passerelle idéale et une route idoine pour l'Eurasie, ainsi que dans la direction de la zone indo-pacifique

Je commencerai par rappeler, qu'au-delà du fait que l'Asie Centrale est le « pivot géographique de l'histoire », le projet initial chinois des routes de la soie, baptisée « *One Belt, One Road* (OBOR) », fut annoncé, en novembre 2013, lors d'un discours du président chinois Xi Jinping, devant les étudiants de l'Université Nazarbaïev, à Astana (devenu Nur-Sultan), au Kazakhstan. La symbolique fut forte.

Depuis, les contours du projet chinois sont moins flous : 77 pays seront traversés par ces routes, à la fois terrestres et maritimes (en réalité, une « route » maritime et une « ceinture » composée de 6 corridors), à l'horizon 2049 (célébrant symboliquement le 100^{ème} anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine) avec à la clé un investissement de plus de 1600 milliards de dollars, dont 60 % apportés par des banques chinoises, à travers 3100 projets dont 99 zones économiques dans 44 pays et 42 ports aux investissements chinois croissants.

Même si le projet, désormais dénommé, « *Belt and Road Initiative* » (BRI) ne correspond à une aucune logique visant à créer une organisation intergouvernementale (OIG) concurrente aux organisations occidentales, l'impact géo-économique de ce projet, « fort » de 4,4 milliards d'habitants,

englobant 60 % du PIB mondial, 75 % des ressources naturelles et correspondant à 35 % de la croissance mondiale, est néanmoins évident.

2. Des pays d'Asie centrale plus proches de l'agenda de la Chine

Les pays de l'Asie Centrale ne sont pas tous logés à la même enseigne. Ainsi, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, en tant que voisins géographiques partageant une frontière commune, ont noué des relations économiques plus fortes que les autres avec la Chine.

Les « *nouvelles routes de la soie* » sortent, en particulier par le Kazakhstan, via la chaîne du Tian Shan, commune aux deux pays, via la province chinoise du Xinjiang. Deux des six corridors de la BRI (« *New Eurasian Landbridge* », via le Kazakhstan et le « *China, Central Asia, West Asia Corridor* », via l'Ouzbékistan) traversent les pays d'Asie centrale. Pékin estime ainsi que cette porte d'entrée lui donne un droit de regard sur la nature et la forme des flux le long de ces corridors.

Avant la crise pandémique, la crise née du conflit commercial et l'escalade bilatérale en termes de tarifs douaniers entre les États-Unis et la Chine, à partir de 2018 les agriculteurs des pays d'Asie Centrale étaient parmi les plus grands gagnants de la guerre commerciale sino-américaine : en 2018, le Kazakhstan a augmenté de 50 % ses exportations de blé vers la Chine, exportations qui ont ainsi été multipliées par trois entre 2016 et 2020. Par ailleurs, en mai 2018, Pékin a signé un accord avec le Kazakhstan sur les approvisionnements en soja qui constituait, auparavant, le principal produit exporté des États-Unis vers la Chine.

Concernant, le Tadjikistan, au cours de ces six dernières années, le volume des investissements chinois dans l'économie du pays a sensiblement augmenté, atteignant 500 millions dollars, confortant le taux de croissance de plus de 20 % au cours des trois dernières années. Le « revers de la médaille », si j'ose dire est la captation de la plupart des 40 gisements d'or au Tadjikistan, dont les réserves totales sont estimées à 400 tonnes. Pour rappel, le Tadjikistan est le troisième pays exportateur, selon le *Conseil World Gold Council*.

Le cas du Kirghizistan est un peu singulier !

L'instabilité politique à répétition, à l'aune des révolutions colorées (telles que celle des Tulipes en 2005) puis de celle de 2010 et enfin de la dernière qui, à la suite des élections contestées du 4 octobre dernier, aboutit à la démission du

président Sooronbay Jeenbekov, semble réduire quelque peu la pression chinoise sur le pays.

Néanmoins, depuis plusieurs mois, une littérature que l'on pourrait qualifier de révisionniste a commencé à apparaître à Pékin, rappelant que le « Kirghizistan c'était la Chine ! »

3. Des pays d'Asie centrale qui restent plus dépendants de la Russie

Cependant, certains pays d'Asie Centrale sont plus liés à la Russie qu'à la Chine pour différentes raisons historiques et stratégiques. C'est le cas du Kirghizistan, du Turkménistan et du Kazakhstan.

Les raisons principales en sont la dépendance énergétique, via les investissements de Gazprom et Lukoil - en ce qui concerne Achgabat - ou la présence de bases russes, à l'instar de celle de Manas, au Kirghizistan ou encore la 201^{ème} base d'infanterie motorisée, située près de Douchanbé.

Il convient aussi d'avoir à l'esprit la présence de très nombreux ressortissants d'Asie centrale qui résident et travaillent en Russie. Il en va ainsi des Kirghizes et des Tadjiks dont les flux financiers de la Russie vers leurs pays d'origine contribuent parfois jusqu'à 30 % du PIB (Kirghizistan, Tadjikistan).

Concernant le Turkménistan, il convient de rappeler que le pays compte d'importantes réserves en hydrocarbures constituées majoritairement de gaz (70,7 %). Il dispose de la 4^{ème} réserve mondiale de gaz (9,3 %) derrière l'Iran, la Russie et le Qatar. Les réserves prouvées de pétrole s'élèvent, quant à elles, à 6,3 milliards de tonnes et se situent principalement près des côtes de la mer Caspienne.

4. Les pays d'Asie centrale qui jouent sur les deux tableaux, voire aucun des deux (à l'instar du statut de neutralité de la Turkménistan qui fête cette année son 25^{ème} anniversaire)

Les cinq pays cherchent à assurer un équilibre stratégique qu'ils sont de plus en plus enclins à estimer nécessaire de garantir de manière équidistante, tant de Moscou, de Pékin, mais aussi vis-à-vis de Washington.

Tous les pays d'Asie centrale, à l'exception notable de l'Ouzbékistan (pour cause de volonté de « non alignement ») et du Turkménistan (eu égard à son statut de « neutralité ») appartiennent à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), créée par Moscou, en 2002.

Ainsi est-il intéressant de comparer les deux pays qui cherchent à faire la course régionale en quête de leadership : le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

Le Kazakhstan, tout d'abord, qui reste, avec 2,7 millions de km², le 9^{ème} plus grand pays du monde, assume une approche innovante liée au développement d'une « diplomatie des pays enclavés », dans le cadre de l'initiative lancée par le Kazakhstan à l'ONU, créant un agenda diplomatique commun aux 33 États n'ayant pas de littoral. L'appartenance du Kazakhstan, comme pays observateur, au Mouvement des pays non-alignés (MNA), est également une chance supplémentaire à saisir pour asseoir une approche régionale de paix et stabilité.

L'Ouzbékistan, ensuite, qui avec 32 millions d'habitants reste le pays centro-asiatique le plus peuplé. Nul doute, dès lors, que c'est dans ce pays qu'apparurent les premières tentatives de déstabilisation islamiste, dès la fin des années 1990. Les premiers attentats visèrent Tachkent en 1999 et en 2004. Il en a résulté des approches souvent divergentes, mais le plus souvent convergentes en direction d'une recherche d'autonomie stratégique, sur le plan sécuritaire. Si l'Ouzbékistan a hésité jusqu'ici à intégrer l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) - qu'il avait quitté le 2 juillet 2012 - ses derniers doutes semblent levés.

Son voisin, le Kazakhstan, demeure donc le seul pays membre - à la fois - de toutes les organisations diplomatiques et de sécurité collective eurasienne lancées par Moscou : Communauté des États indépendants (CEI), Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), Union économique eurasien (UEE) ; ainsi - et c'est déterminant - que celles proposées par la Turquie, à l'instar du Conseil turcique ou encore de l'Organisation internationale de la culture turcophone (Turksoy).

Il en va de même, sur le plan économique, avec l'Union économique eurasiatique (EAU), créée à Astana en 2014, qui rapproche et lie banques et entreprises russes et kazakhes. De plus, le premier président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev a pris, en mai 2019, la direction du Conseil économique eurasiatique, après sa démission de son poste de président en mars 2019.

5. Un contexte post-covid qui rend socialement et économiquement indispensable une logique d'intégration régionale, confirmant l'émergence du concept d'autonomie stratégique de l'Asie centrale

Le premier Forum économique de la mer Caspienne, qui a eu lieu au mois d'août 2019 au Turkménistan, avait pour objectif de revoir les perspectives sur la façon dont ces cinq États pourraient unir leurs forces afin de bénéficier au mieux des opportunités commerciales offertes via la mer Caspienne.

Cette fois-ci, le Turkménistan ouvre un nouveau chapitre pour la coopération entre les pays de la mer Caspienne - Russie, Kazakhstan, Turkménistan, Iran et Azerbaïdjan.

La mer Caspienne est une région clé pour les exportations de la Chine et de l'Asie du Sud-Est vers l'Europe, en plus des voies maritimes. Compte tenu des sanctions imposées par l'Union européenne à la Russie, depuis 2014, cette route commerciale alternative présente un grand potentiel et signifie un important flux de marchandises dont les pays riverains : le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Iran et l'Azerbaïdjan pourront bénéficier grandement. Il en va de même avec le projet du corridor dit du « *Lapiz Lazuli* » reliant l'Asie centrale, via le Caucase du Sud, à la mer Noire, depuis le Traité d'Achgabat en novembre 2016.

Toute cette nouvelle configuration stratégique prend ainsi tout son sens dans une volonté - sans doute accélérée par la Covid-19 - de chercher cette autonomie stratégique centro-asiatique, qui n'est certes pas nouvelle, mais qui se pense et s'envisage désormais de manière « totalement » autonome, c'est-à-dire sans l'apport de la Chine ou de la Russie. Cette idée a justifié la création, en 2001, de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS), précédée, en 1993, de la Conférence pour l'Interaction et les mesures de confiance (CICA) dont le siège est à Nursultan, ou encore de l'Organisation pour la Sécurité Collective en Europe (OSCE) réunissant tous les pays d'Asie centrale parmi les 57 qui la composent depuis sa création en 1995, mais née de la Charte de Paris, qui vient de fêter son trentième anniversaire.

Néanmoins, c'est désormais l'embryon d'une union des pays d'Asie centrale qu'envisagent les cinq capitales centro-asiatiques, à l'instar du format consultatif qui avait été réuni, pour la première fois, en novembre 2015 à Samarcande, en Ouzbékistan.

Il convient de prendre également en compte le fait que la plupart des pays de la région ont su bénéficier du double impact des « sanctions » contre la Russie et d'une certaine forme d'ostracisme contre la Chine qui accompagne les zones d'ombres liées à la pandémie.

Il y a ainsi des pays qui bénéficient d'une part de l'impact de la guerre commerciale avec la Chine, d'autre part de la politique sanction vis à vis de la Russie, entrée en vigueur en mars 2014. C'est le cas, en particulier, de l'Ouzbékistan, qui a su attirer les touristes et entreprises européennes, notamment celles lésées car empêchées de travailler avec Moscou.

Fortement taxées par la Chine lorsqu'elles proviennent des États-Unis, les importations en provenance des pays d'Asie centrale ne le sont pas autant et les procédures ont même été facilitées. C'est en partie ce qui explique l'arrivée de la Chine, devenant la première destination des exportations de l'Ouzbékistan depuis le début de l'année 2019, remplaçant la Russie. Fin 2018, l'Ouzbékistan avait signé avec la Chine des contrats d'une valeur de 20 milliards de dollars dans le cadre de nouveaux projets d'infrastructures. En parallèle, la Chine investit massivement dans l'économie ouzbèke qui a, d'ailleurs, grand besoin de capitaux pour augmenter les quantités et surtout la qualité de ses productions, notamment dans son désir d'intégrer l'OMC, alors que son voisin, le Tadjikistan, l'a intégrée en mars 2013, le Kazakhstan, en novembre 2015 et le Kirghizistan, dès décembre 1998.

L'Ouzbékistan a attiré, du reste, davantage d'investisseurs par compensation, surtout les entreprises ayant quitté Moscou ou celles qui craignent d'être sanctionnées par les États-Unis à cause de leurs intérêts économiques communs avec Moscou.

Enfin, l'Ouzbékistan avec Samarcande, Khiva, Boukhara, et ses mosquées, mausolées et d'autres sites historiques qui jalonnent la route de la soie, l'ancienne route commerciale reliant la Chine et la Méditerranée, attire de plus en plus de touristes. Parmi les deux millions de touristes qui visitent annuellement l'Ouzbékistan, 10 000 sont français. La France demeure, d'ailleurs l'un des principaux partenaires européens de l'Ouzbékistan, bien que le volume de son commerce bilatéral - avec 126,5 millions d'euros - reste bien en-deçà de ce qu'il devrait être. La nomination, en juin 2019, de Pascal Lorot, comme Haut-Représentant pour la diplomatie économique française pour l'Asie centrale, conforte l'idée d'une approche 5+1 (les cinq pays d'Asie centrale - France).

Il y avait, en effet, urgence !

Les États-Unis, ont lancé leur propre approche similaire (C5+1) à l'aune d'un désengagement militaire prochainement accompli en Afghanistan que Washington semble justifier par une volonté de double « *containment* » vis-à-vis tant de Moscou que de Pékin...

6. Une réalité nouvelle face à une « *sharp Diplomacy* » ou « *diplomatie du loup guerrier* » offensive vis-à-vis des voisins occidentaux de la Chine que constituent les pays d'Asie centrale

La Chine semble vouloir mettre en application - dans la situation post-covid que Pékin paraît désormais mieux maîtriser - sa nouvelle doctrine diplomatique, plus offensive, que d'aucuns qualifient de « diplomatie du loup guerrier », mais que je qualifierai plus volontiers de « *Sharp diplomacy* » en la caractérisant par rapport à celle prônée depuis une dizaine d'année par Washington, la « *Smart diplomacy* ».

La Chine étant nettement plus encline à pratiquer la *Realpolitik* plutôt que l'empathie dans ses relations internationales, il est parfaitement compréhensible de constater la multiplication des bases chinoises hors de son territoire, à l'instar de celle récemment créée dans la vallée du Wakhan, en Afghanistan. Il en va de même avec l'augmentation de 18 % des ventes d'armes chinoises en Asie centrale, durant les cinq dernières années. Comme avec la multiplication, depuis 2014, des exercices militaires conjoints avec la Russie, même si Moscou demeure le premier fournisseur des cinq pays de la région. Ainsi, ce sont 75 % des armes exportées depuis la Russie qui sont destinées aux pays d'Asie centrale. À titre d'illustration, 1/3 des officiers étrangers formés dans les académies militaires russes sont kazakhstanais !

Dans ce contexte de compétition accrue et d'affirmation de « l'Hégemon » chinois, à ses frontières, en dépit de la nouvelle donne inéluctable qui surgira de l'année 2020, l'Asie centrale n'a d'autre choix que d'organiser une meilleure intégration politique, économique, sociale et sanitaire de son espace régional, à l'aune du « gargantuesque » projet chinois des nouvelles routes de la soie « *One Belt, One Road* » (OBOR) devenu « Belt and Road Initiative » (BRI), lancé, symboliquement à Astana (devenue Nursultan) en novembre 2013 au sein de l'Université Nazerbaïev.

Il en va de même, avec la nécessité de redéfinir son pacte social déclinée dans chaque espace national afin de résister aux fractures économiques, ethniques et religieuses qui, à l'œuvre depuis des décennies, vont s'amplifier avec la probable récession économique mondiale.

La région d'Asie Centrale et les cinq pays qui la composent doit aussi se préparer à la crise climatique auquel devra faire face le monde de demain lorsque des millions de migrants climatiques vont fuir les métropoles touchées par la montée des océans changeant radicalement l'échelle du problème auquel fait face l'Union européenne depuis le conflit syrien.

Cette réalité et bien d'autres semblent justifier que l'Union européenne comprenne, enfin, la nécessité de renforcer sa présence et de signifier son intérêt pour la région. La nouvelle stratégie de l'Union européenne, présentée à Bichkek en juillet 2019, rénovant la précédente datant de 2007, confirme cette prise en compte, néanmoins tardive !

L'Union européenne a présenté il y a quelques jours une nouvelle initiative, LEICA, visant à promouvoir une meilleure coopération en matière de maintien de l'ordre en Asie centrale dans le contexte de l'accroissement de la menace terroriste. Il en fut question au cours de la 16^{ème} conférence ministérielle annuelle « *UE – Asie centrale* » qui s'est tenue, le 17 novembre dernier.

Les raisons sont multiples de veiller à ce que la région d'Asie centrale ne soit pas le théâtre d'opérations d'une nouvelle guerre sourde vis-à-vis de Pékin et de Moscou.

Il en va du nécessaire développement d'un système de valeurs humanistes, ouvert à l'autre, pour faire face aux bouleversements du monde, éduquer les jeunes générations à l'esprit critique, à l'égalité entre hommes et femmes. Ceci dans l'exigence de l'adaptation aux mutations climatiques et sanitaires et de l'invention de solutions alternatives pour assurer la sécurité alimentaire, hydrique, énergétique des populations.

Tels sont les chantiers qui s'imposent partout, mais surtout au cœur de l'Eurasie, dans les États d'Asie centrale, où vit une population de 65 millions d'habitants désormais connectés aux pulsations du monde.

Jamais les prédictions de l'Amiral Halford John Mackinder, un des pères de la géopolitique moderne, n'auront été aussi prégnantes.

L'Asie centrale est bel et bien le « cœur où bat le pouls du monde » !

L'Europe et le piège de la bipolarité

Merci à M. Dupuy qui, en grand géopoliticien, nous a donné des éclairages sur cette région qui fut celle du « Grand Jeu » et qui pourrait le redevenir. Il a évoqué diverses initiatives qui montrent que, dans le jeu des puissances, l'Asie centrale continue d'occuper une place particulière.

J'ai moi-même présidé l'association d'amitié France-Turkménistan il y a une trentaine d'années quand le Turkménistan a fait reconnaître sa neutralité. J'ai donc approché le Turkmenbachi, j'ai pu voir ce qu'étaient les enjeux géopolitiques, le gaz, etc. Ce que nous observons aujourd'hui est plutôt le renforcement de l'influence chinoise, très liée aux flux économiques. Et, bien entendu, la Russie est toujours très proche.

Mais avons-nous vraiment intérêt à déstabiliser l'influence russe dans cette région ? En effet la Russie est quand même un élément de relative stabilité.

J'en viens à quelques considérations sur la capacité de l'Europe à échapper à ce que nous avons appelé « le piège de la bipolarité ». N'y aurait-il que deux « cases » dans le monde et devrions-nous forcément nous inscrire dans l'une d'elles ? Peut-on préserver une certaine autonomie stratégique européenne dans le bras de fer qui oppose les États-Unis à la Chine ? Quand on lit l'interview de M. Heiko Maas (ministre allemand des Affaires étrangères) et de M. Jean-Yves Le Drian⁹, on voit qu'après l'élection de Joe Biden, la tendance à s'aligner derrière les États-Unis est très forte. Le grand marchandage est déjà là. D'une part les États-Unis réintègrent l'accord de Paris, l'accord de Genève sur la dénucléarisation de l'Iran, reviennent à l'OMS. En contrepartie, les Européens s'alignent sur les sanctions que peuvent prendre les États-Unis vis-à-vis de la Chine. Est-ce aussi simple ? Même s'il y a des formulations plus nuancées dans l'exposé des deux ministres des Affaires étrangères, la tendance est là. Et elle est lourde.

⁹ Jean-Yves Le Drian, Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères et Heiko Maas, Ministre fédéral allemand des affaires étrangères, « Repenser le partenariat transatlantique à la lumière des bouleversements qui redessinent le monde », *Le Monde*, 16 novembre 2020. (NDLR)

Notre intérêt serait de promouvoir un multilatéralisme rénové. Je dis « rénové » parce que le multilatéralisme a été jusqu'à présent largement influencé par l'hyper-puissance américaine. Avec la Chine se profile peut-être la chance d'un véritable multilatéralisme à deux conditions : si les Européens savent exister d'une manière indépendante et s'ils sont capables d'affirmer une volonté politique d'autonomie. Un dirigeant de la *Brookings Institution*, qui analysait la politique américaine vis-à-vis de la Chine, augurait qu'elle resterait la politique des « 4 C » : Coopération (qui pourrait se manifester par exemple sur les technologies avancées), Compétition, Confrontation et Conflit (de la manière d'éviter, de prévenir les conflits). Je pense que nous avons intérêt à nous inscrire dans ce cadre.

Encore faut-il que l'Europe puisse exister de manière indépendante. Or, si on prend l'exemple du numérique, il est patent que l'Europe ne dispose pas aujourd'hui des outils d'intérêt européen qui lui seraient indispensables pour exister indépendamment des États-Unis et de la Chine, ni dans le domaine du *hardware* (ordinateurs, téléphones portables, tablettes etc.) ni dans celui du *software* (logiciels), et pas davantage des moyens de préserver la sécurité de ses données stockées dans le *cloud*. On jugera peut-être de la capacité européenne à sa faculté de créer des champions européens, ou du moins des acteurs reconnus comme étant d'intérêt européen. Dans la téléphonie il ne subsiste que Nokia et Ericsson, ce qui n'est pas grand-chose à l'échelle de la compétition mondiale. La création de ces acteurs d'intérêt européen me paraît un point tout à fait décisif.

Pour ce qui est du fond des choses, le débat est politique. Les États-Unis ont énormément de moyens de pression sur tous les pays européens qui de fait sont ralliés à l'hégémonie américaine. On a entendu Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre allemande de la Défense, expliquer – en visant assez clairement le président Macron – que le rôle des États-Unis comme fournisseur de sécurité était crucial et qu'il fallait « se défaire définitivement des obsessions d'autonomie stratégique ». On peut donc penser que la tendance sera forte à aller dans le sens d'un alignement de la politique européenne sur celle de Washington.

Bien entendu, l'Europe a des intérêts propres. Elle risque de les oublier. Elle risque de ne pas voir que les États-Unis sont durablement aspirés par l'Indo-Pacifique et que les intérêts d'une puissance qui se situe à 6000 kilomètres de nos côtes occidentales ne sont naturellement pas exactement les mêmes que les intérêts de l'Europe.

L'Europe est assez divisée. Je ne ferai pas la liste de ses divisions, elle serait trop longue. Mais j'observe dès maintenant que la Grande-Bretagne a très fortement distendu ses relations avec la Chine à l'occasion de la crise de Hongkong. J'observe qu'en Allemagne la notion de « rival systémique », de compétiteur stratégique, est apparue (dans un texte de la BDI, fédération des industries allemandes) avant même que cela ne figure dans les textes européens. Et il me semble que cette tendance s'exprimera fortement.

Toutefois je rappelle que l'Europe a ses propres intérêts économiques, politiques, sanitaires et qu'elle doit veiller à ne pas se laisser entraîner dans des conflits qui ne concerneraient pas ses intérêts vitaux propres. Jadis le général de Gaulle expliquait que la dissuasion était faite pour défendre nos intérêts vitaux mais aussi pour éviter de nous laisser entraîner dans un conflit qui ne serait pas celui de la France. Il me semble que l'autonomie stratégique de l'Europe mérite d'être défendue, comme le fait le Président de la République. En effet, à long terme, il est très important que l'Europe, qui a déjà été ravagée par deux guerres mondiales, ne soit pas aspirée dans des conflits qui, de proche en proche, pourraient s'étendre à l'infini.

Bref, ma perspective est celle d'une « guerre froide » prolongée dont nous devons essayer d'éviter qu'elle ne devienne une « guerre chaude ». Après tout, la France a reconnu la République populaire de Chine en 1964. Quelle serait la logique de cette reconnaissance si aujourd'hui nous devons abandonner l'idée qu'il y a des liens à développer avec la Chine ? Bien entendu en se plaçant sur le plan des intérêts de chacun, en défendant ardemment les nôtres, en faisant en sorte qu'il y ait un équilibre entre la Chine d'une part, l'Union européenne de l'autre, ce qui ne préjuge évidemment en rien du maintien de l'alliance que nous avons avec les États-Unis.

Alliance ne signifie pas alignement. D'autres que moi l'ont rappelé. C'est facile à dire, c'est très difficile à faire. Nous sommes engagés dans une épreuve dont la solution n'est pas simple, je suis le premier à en être conscient.

Débat final

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Jusqu'à maintenant la Chine voulait retrouver son rang économique. A-t-elle aujourd'hui l'ambition de promouvoir sa dimension idéologique ?

Ma seconde remarque nous concerne directement en tant que Français. J'ai l'impression que la Chine se ferme. Elle s'était déjà fermée : depuis deux ou trois ans nos correspondants chinois ne parlent plus, une chape de plomb est tombée sur le pays. Avec la Covid, ce sont les communications physiques qui sont arrêtées. La Chine est fermée aux étrangers et ses ressortissants ne sortent plus du pays. J'ai le sentiment que l'on va s'habituer progressivement à cette fermeture à la libre circulation des hommes qui n'est pas antinomique avec la libre circulation des marchandises et des capitaux. La libre circulation des marchandises est essentielle pour la Chine. En revanche, avec la fermeture à la libre circulation des hommes, d'un côté elle se ferme aux étrangers, dont elle n'a pas tellement besoin, d'un autre côté elle empêche que ses ressortissants aillent dépenser leurs devises à l'étranger. Les Galeries Lafayette, qui souffrent énormément de l'absence de touristes chinois à Paris - et je pense que ça va durer longtemps -, augmentent leur nombre de magasins en Chine, espérant compenser par les achats directs des consommateurs chinois la perte des touristes chinois.

Nous, Français, dont le modèle économique s'est malheureusement concentré sur le tourisme, les services et la finance, risquons donc de beaucoup perdre avec l'absence des touristes chinois, qui risque de durer.

ALAIN DEJAMMET

À propos de l'attitude de la Chine vis-à-vis de l'ordre international, de la gouvernance mondiale, Mme Ekman avançait l'idée d'une attitude chinoise favorable à une certaine restructuration de la gouvernance mondiale, ai-je compris.

J'ai le sentiment que la Chine est devenue très active dans les organisations internationales. Elle parle, ce qui n'était pas le cas il y a des années. Elle case des candidats à des postes importants. Mais elle n'a pas jusqu'à présent fait valoir une volonté de restructurer la gouvernance mondiale. Pas d'idée originale chinoise sur la réforme du Conseil de sécurité (je pense qu'ils n'y sont pas favorables). Pas de proposition en ce qui concerne le rôle de l'Assemblée générale. Pas de volonté chinoise de rejoindre le G7, alors qu'à une époque les Russes étaient intéressés par leur appartenance à un G8. Pas de réelle volonté chinoise de redonner un peu d'activité aux organisations comme la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). On observe certes une volonté de présence active, à la différence de ce qui se passait il y a vingt ans, mais pas de proposition concrète chinoise de restructuration de la gouvernance mondiale.

Des éclaircissements nous ont été donnés sur les forums des routes de la soie qui semblent n'avoir pas débouché sur des idées concrètes. Mais que sait-on des intentions cachées des Chinois sur ces routes de la soie ? Il y a quelques années, nos amis américains, excédés par le rôle des Nations unies, voulaient créer une concurrence avec l'Alliance de la démocratie. Les routes de la soie seraient-elles ce terme d'alternative ? On n'a pas sur ce point d'information très précise.

J'ai été très intéressé par les propos de Mme Ekman développant l'idée que la Chine se voudrait une « puissance de référence ». Devenir une puissance de référence est tout à fait différent de se vouloir un pays *leader*, ce qui est l'ambition de nos amis américains. Peut-être, avec M. Biden, allons-nous revoir apparaître l'expression de « *leadership* américain » ...

« Être une référence » est une formule intéressante, tout à fait raisonnable. À quel moment les Chinois ont-ils introduit cette expression assez originale dans le langage international ? Souhaitent-ils devenir une référence idéologique ? Une référence dynamique, commerciale, économique ? À quel moment ?

ALICE EKMAN

« Puissance de référence » n'est pas un terme officiel chinois mais un terme analytique par lequel je caractérise la façon dont la Chine tient à se positionner

en « exemple ». La Chine utilise beaucoup le terme « exemple ». Elle veut être « un exemple pour le monde », expression officielle chinoise que l'on voit régulièrement. À un moment, les autorités chinoises ont envisagé d'utiliser le terme « modèle chinois » déjà employé dans le monde académique. Puis elles ont considéré que cette expression était contre-productive en termes de *marketing*, de séduction, et elle a préféré parler, au niveau officiel, de « solution chinoise pour le monde » ou d'« exemple chinois pour le monde ».

On peut réfléchir sur la question idéologique. En tout cas Xi Jinping parle très clairement de compétition entre systèmes politiques dans ses interventions face au Comité central depuis 2013. Cela fait 7 ans que Xi Jinping essaye vraiment de poser la Chine comme une puissance de référence. Dans un certain nombre de secteurs, par différents biais, il invite d'autres pays à s'inspirer de la Chine, à la fois par les discours, via l'agence de presse et les médias chinois (*Xinhua* etc.) qui gagnent plus ou moins en influence selon les pays et le tissu des médias locaux, via les programmes de formation évoqués précédemment, via des invitations de hauts fonctionnaires et hommes politiques étrangers à venir en Chine pour s'inspirer des solutions chinoises.

Au-delà de ces discours, dont la réception est variable et hétérogène, cela s'illustre par la proposition d'offres technologiques ou d'infrastructures. Quand la Chine propose sur le territoire d'un pays étranger la construction d'une zone industrielle spéciale ou d'un « parc » industriel, quand elle propose un « complexe port-ville », à Djibouti par exemple, elle le fait selon la structuration qu'elle a développée sur son territoire. Sa compétitivité en termes d'offre d'infrastructures de transport, mais aussi, de plus en plus, en termes d'offre technologique, permet à la Chine, dans une certaine mesure, de développer des projets à l'étranger sur le modèle de ceux qu'elle a développés sur son territoire. Je pense aussi à l'utilisation croissante des technologies en milieu urbain (« *smart cities* »), que la Chine expérimente largement sur son territoire et encourage sur certains territoires étrangers, avec l'aide de champions technologiques chinois. On pourrait aussi, à terme, suivre l'exportation éventuelle du système du crédit social, qui pourrait intéresser certains gouvernements étrangers. Ce n'est pas confirmé aujourd'hui mais il existe assurément des coopérations entre la Chine et un nombre croissant de pays pour développer le maillage technologique de leur territoire. Cet aspect ne doit pas être sous-estimé car, si le discours révèle une certaine ambition, la pratique montre que la Chine a les moyens, même quand les discours

n'impregnent pas, d'orienter certains territoires vers une structuration qu'elle a elle-même expérimentée, sans que les pays récipiendaires en soient forcément conscients. Les effets concrets se passent parfois de discours idéologiques ou théoriques.

Le discours chinois sur la promotion du modèle est très clair en communication interne (communication vis-à-vis des cadres du Parti) : la Chine marque très clairement la supériorité du socialisme sur le capitalisme, la victoire ultime du socialisme aux caractéristiques chinoises sur d'autres systèmes, etc. À l'étranger, la Chine estompe son discours idéologique pour qu'il apparaisse plus consensuel. Mais cette dimension de communication doit nécessairement être prise en compte.

Pour répondre à la question de M. Dejammet concernant la restructuration de la gouvernance mondiale, je n'ai pas un propos normatif qui viserait à dire que la Chine restructure de manière positive la gouvernance mondiale, je tenais juste à souligner son ambition et son activisme dans le domaine. Il est certain qu'elle est très active. Et l'immobilisme peut être une forme d'activisme dans certains cas, lorsqu'il favorise ses intérêts. Par exemple, la Chine n'a pas intérêt à engager une réforme du Conseil de sécurité. Ce n'est pas parce qu'elle ne propose pas une réforme qu'elle est inactive. Au contraire. Elle avance au cas par cas, selon ses intérêts et priorités.

Quand je parle d'activisme, je fais notamment référence au renforcement tous azimuts de la présence chinoise dans les organisations internationales. Vous avez parlé des présidences et des directions de certaines agences internationales. On peut citer l'Union internationale des télécommunications (UIT) à la tête de laquelle la Chine a placé un de ses représentants¹⁰, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)¹¹, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)¹², l'Organisation des Nations unies pour

¹⁰ Houlin Zhao, ingénieur et haut fonctionnaire chinois, est depuis 2015 secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications. (NDLR)

¹¹ Mme Fang Liu, docteur chinois en droit international, est, depuis le 1^{er} août 2015, la toute première femme Secrétaire générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). (NDLR)

¹² Li Yong, ancien vice-ministre des Finances de la Chine est l'actuel Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. (NDLR)

l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹³, etc. On peut aussi faire référence à Interpol (Organisation internationale de police criminelle), même si dans ce cas précis des enjeux de politique intérieurs ont repris le dessus les objectifs internationaux¹⁴. La Chine, sans aucun doute, a développé depuis Hu Jintao une volonté de maillage assez précis de sa présence dans les organisations internationales au sens large, la renforçant à chaque fois qu'elle le peut. En parallèle elle crée de nouvelles institutions quand c'est nécessaire, telle que la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ; elle crée des forums, avec plus ou moins d'efficacité, l'objectif étant à terme d'aligner les agendas et de créer une nouvelle dynamique multilatérale. Par exemple, la Chine avait réussi à mettre le thème de la lutte anti-corruption à l'agenda d'un G20 parce que cela faisait écho à son objectif politique de lutte anti-corruption sur son territoire. Elle avait besoin de marteler cette priorité au niveau international, de la multilatéraliser pour promouvoir des accords d'extradition afin de poursuivre ce qu'elle appelle la « chasse aux renards », c'est-à-dire l'extradition ou le rapatriement forcé de cadres qui auraient fui à l'étranger.

Autre exemple, la Chine a réussi à marteler d'une manière assez efficace l'importance de ce qu'on appelle maintenant la « connectivité », concept fourre-tout lié aux Nouvelles routes de la soie mais qui a été mentionné à plusieurs occasions au niveau multilatéral et qui aujourd'hui fait référence.

Et encore une fois, l'immobilisme peut être une forme d'activisme lorsqu'il est consolidé et persévérant pour bloquer certaines décisions ou, à l'inverse, pour promouvoir certains concepts, certaines idées, certaines notions-clés. On pourrait aussi faire référence à la cybergouvernance, domaine dans lequel la Chine a coopéré avec la Russie de manière relativement efficace.

Je voudrais ici souligner le rapprochement entre la Chine et la Russie depuis 2014. Simple « mariage d'intérêt », disait-on alors. Aujourd'hui, de mon point de vue, c'est bien plus que cela. Des exercices militaires conjoints sont menés en

¹³ Qu Dongyu, homme politique chinois, est directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) depuis le 1^{er} août 2019. (NDLR)

¹⁴ Mme Ekman fait allusion à la disparition rocambolesque, en septembre 2018, de Meng Hongwei, ancien vice-ministre de la Sécurité publique de Chine, président d'Interpol (organisation internationale de police criminelle) depuis le 10 novembre 2016. Sa démission de cette fonction est annoncée le 7 octobre 2018 à la suite de son arrestation en Chine. (NDLR)

Méditerranée, en mer de Chine du Sud, en mer Baltique. On observe aussi un renforcement de la coopération en matière de recherche (y compris avec applications militaires) entre la Chine et la Russie. La Russie aide la Chine à développer un système d'alerte anti-missiles. Les deux pays développent ensemble un hélicoptère militaire. On peut parler aussi de la coopération Chine-Russie au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai. La convergence de leurs objectifs dans les organisations multilatérales est également due au fait que ces deux États partagent un fort ressentiment anti-occidental, qu'il ne faut pas sous-estimer et qui les lie au-delà d'une coopération strictement pragmatique. Ainsi l'évocation d'un « triangle stratégique Washington-Pékin-Bruxelles » doit à mon avis être nuancé pour y intégrer Moscou. Il ne faut pas sous-estimer ce rapprochement Chine-Russie qui modifie un peu la configuration géostratégique actuelle - que j'aurais du mal à qualifier de triangle - et qui pose un certain nombre de questions fondamentales à l'Europe dans ce contexte.

Dernier point concernant la position de l'Europe et sa marge de manœuvre. Aujourd'hui on observe une dynamique de diversification de la politique asiatique de l'Europe avec un renforcement des coopérations avec le Japon, la Corée du Sud, certains pays d'Asie du Sud-est mais aussi, au-delà, avec l'Australie et l'Inde. Cette politique de diversification pourrait dans une certaine mesure être facilitée sous l'administration Biden, par la volonté américaine de retisser les liens avec ses alliés, notamment asiatiques.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Mme Ekman, de la diversité de ces éclairages très complets.

JACQUES WARIN

Ne considérez-vous pas que la Chine a une stratégie particulièrement agressive en matière de normes ? Alice Ekman a dit que la Chine investissait beaucoup pour promouvoir ses normes, notamment dans les pays émergents. Certes la stratégie de la Chine se porte sur les pays émergents qui ne sont pas en mesure de refuser les normes chinoises quand ils signent un accord commercial avec elle, mais elle

agit également à travers tous les accords bilatéraux que la Chine essaye de signer avec les pays européens. Jusqu'à présent ni la France, ni l'Allemagne n'ont accepté de signer un accord commercial particulier avec la Chine. Mais la Grèce a accepté que le port du Pirée soit acheté à 64 % par des capitaux chinois. Or acheter le port du Pirée, ce n'est pas seulement acheter des docks, des aires de stockage, mais également toutes les normes (numériques, techniques de communication) qui permettent à tous les bateaux d'accoster selon les principes chinois. Tout le port du Pirée va devenir chinois. Quant à l'Italie, elle a signé très récemment un *memorandum of understanding* (MOU) dans lequel elle accepte beaucoup de normes chinoises. Il est clair que si les Chinois investissent progressivement les pays européens en dépeçant l'Europe bout par bout nous allons devenir exagérément dépendants de la Chine.

Devenir une référence, imposer ses normes technologiques, numériques (à travers Huawei et la 5G), mais également, peut-être, ses normes politiques, est-ce le projet de la Chine ?

ANTOINE BONDAZ

Les Chinois n'ont pas signé d'accords commerciaux avec la Grèce et l'Italie car seule l'Union européenne a la compétence de signer des accords commerciaux. Le président Macron a par ailleurs reconnu dans son discours aux ambassadeurs, en août 2019, que c'est le manque de cohésion et de soutien européens qui a fait que la Grèce, ayant besoin d'investisseurs étrangers, a été séduite par les investissements chinois.

Je ne suis pas sûr que les investissements dans le Pirée aient un impact très important sur les normes. En revanche la Chine a en effet des ambitions en termes de normes. C'est parfaitement affiché par les autorités chinoises. Dans quelques semaines sera présenté en Chine le plan *China Standard 2035*, qui fait suite au plan *Made in China 2025*, lequel visait à permettre à la Chine de monter en gamme en termes de capacités manufacturières, notamment de capacités « intelligentes » manufacturières, dans dix domaines. L'objectif de la Chine est clairement d'imposer des normes en matière de technologies émergentes et de nouvelles normes. Elle est extrêmement active au sein de l'Agence internationale

de standardisation et de l'Agence internationale de l'électronique. Elle dépose énormément de brevets. Ses ambitions sont extrêmement fortes et clairement affichées. Cela fait partie de ce que l'on pourrait appeler des « techno-souverainetés » ou des « techno-nationalismes ». Il suffit pour connaître les ambitions chinoises de lire les textes officiels.

La Chine était présentée il y a une vingtaine d'années comme une puissance révisionniste. On la comparait au Japon impérial ou à l'Allemagne nazie. Aujourd'hui la Chine bénéficie du système international et des organisations internationales. Disposant d'un siège permanent au Conseil de sécurité elle a un droit de veto qu'elle utilise d'ailleurs de plus en plus, en grande partie de façon conjointe avec la Russie. C'est un autre exemple de la coopération sino-russe dont parlait Alice Ekman. La Chine n'a donc pas besoin d'être une puissance révisionniste mais d'avoir un multilatéralisme sélectif, souvent alternatif, qu'elle considère davantage comme un multi-bilatéralisme. Comme le dit l'ambassadeur de France Ripert (qui fut ambassadeur de France en Chine de 2017 à 2019), comme la roue du vélo, la Chine veut toujours être au centre des nombreux rayons vers les différents pays.

C'est dans cette approche bilatérale, ou multi-bilatérale, que la Chine dispose de leviers dont elle use : au niveau des différents États européens elle essaye, non pas tant de signer des accords commerciaux, prérogative de Bruxelles, mais d'utiliser les capacités de blocage des différents acteurs. On l'a vu avec la Hongrie, avec la Grèce, avec d'autres pays, que ce soit sur la question des droits de l'homme, sur la mer de Chine méridionale, sur la question du Xinjiang, etc.

C'est pourquoi il faut afficher une politique européenne extrêmement soudée, extrêmement forte. Le président Macron avait tenté de le faire, avec un succès mitigé, en mars 2019, en accueillant la chancelière Merkel et le président de la Commission Junker à l'Élysée lors de la visite d'État de Xi Jinping, ce dont les autorités chinoises n'étaient pas satisfaites. De même, en novembre 2019, il avait emmené avec lui à Shanghai le Commissaire européen pour l'agriculture (qui allait devenir le Commissaire au commerce) et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche allemande.

Cette dimension européenne est fondamentale. Aujourd'hui, les grands sujets (questions commerciales, investissements, subventions aux entreprises d'État chinoises, accès au marché, etc.) devraient être traités au niveau européen, même si quelques concessions pourraient être faites, comme la levée de l'embargo sur le bœuf français ou le fait que sur les 100 IGP (Indications géographiques protégées) européennes 26 sont françaises.

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Si un consensus se dessine sur le constat de ce qu'a fait la Chine dans les dernières années, nous avons des variantes dans notre appréciation. Il y a aussi un consensus sur le réveil d'un certain nombre de pays européens (dont la France), sur l'identification des réactions, mais aussi sur l'insuffisance de ces réactions, qu'elles soient constructives ou conflictuelles.

La crise du Covid souligne la dimension de décentrage du monde dans laquelle il ne faut pas voir un risque absolu pour l'Europe. C'est aussi une opportunité. En effet, de l'autre côté de la Chine, sur les bords du Pacifique, il y a un « arc des démocraties », composé de pays qui ont envie de travailler davantage avec nous : la Corée, le Japon, peut-être Singapour et ce « non-pays » qu'est Taïwan. Si nous voulons avoir une politique asiatique nous devons sortir de cette obsession chinoise. Certes la Chine est la deuxième puissance mondiale et notre politique étrangère doit tenir compte du poids de la Chine et de ses revirements.

Je pense aussi qu'il faut jouer le désir mimétique. La Chine sera plus encline à écouter ce que nous lui dirons si elle se rend compte que notre affection particulière pour l'Asie peut enjambrer la Chine pour aller vers cet important « arc des démocraties » qui peut nous attacher à ce continent.

Jean-Pierre Chevènement a dit ce qu'il fallait souligner sur la place de l'Europe.

Nous ne devons pas être naïfs à l'égard de la Chine. Lorsque, débordant de ses simples intérêts économiques, elle entend vanter son modèle (c'est l'évolution que j'observe dans le discours chinois depuis quelques années), nous devons lui signifier que nous ne voulons pas d'un modèle chinois. Nous respectons la culture chinoise. Nous tenons en grande considération l'histoire de ce grand pays qu'est la Chine. Mais nous ne voulons pas qu'elle nous impose un modèle. De même nous ne voulons pas que les États-Unis nous imposent leur modèle et nous traitent comme des vassaux.

C'est le problème de l'Europe. C'est en particulier le problème de la France, seule en Europe à adopter cette position. L'Europe n'existera que si elle est indépendante et si elle se sent autonome. Comme l'a dit Jean-Pierre Chevènement, il y a énormément de chemin à faire et, paradoxalement, la présidence Biden risque de ne pas nous faciliter la tâche. Mais nous devons absolument militer pour cette Europe indépendante. Comme nous devons éviter de faire basculer définitivement la Russie dans le camp chinois. La Russie est un élément-clé.

Nous, Européens, auront énormément à perdre si nous nous alignons sur la volonté de quelque administration américaine que ce soit de ne pas introduire de distinction entre les sanctions contre la Russie et celles qui visent la Chine.

Merci à tous.

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ÉTATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTÉGRATION, LAÏCITÉ, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

LES ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL

Colloque du lundi 4 juillet 2016

LA DÉMOGRAPHIE EN EUROPE ET SES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Colloque du lundi 24 octobre 2016

L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ PAR LE PEUPLE : LIMITES, SOLUTIONS

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION, MYTHE OU RÉALITÉ ? QUELLE STRATÉGIE POUR LA FRANCE ?

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OÙ VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMÉRICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTÉ D'ÊTRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ÉCOLE AU DÉFI DE L'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT RÉPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DÉSERTIFICATION ET RÉANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATÉGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DÉMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI
Colloque du lundi 22 octobre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**
Colloque du lundi 19 novembre 2018

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES
Colloque du mercredi 5 décembre 2018

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?
Colloque du mardi 29 janvier 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**
Séminaire du mardi 2 avril 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?
Colloque du mardi 16 avril 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES
Colloque du lundi 6 mai 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE
Colloque du mardi 18 juin 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**
Séminaire du mardi 2 juillet 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**
Colloque du mardi 24 septembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?
Colloque du mardi 5 novembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'ordolibéralisme allemand, obstacle à la puissance européenne** », mai 2020.
- **Anne-Marie Le Pourhiet**, Professeur de droit public à l'Université Rennes 1, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La gestation historique et juridique de la souveraineté nationale et populaire** », mai 2020.
- **Jean-Eric Schœttl**, conseiller d'État (h), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve du droit européen** », mai 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'intégration européenne et la résurgence des nationalismes** », mai 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **Peut-il y avoir une démocratie européenne ?** », janvier 2020.
- **Benjamin Morel**, maître de conférence en Droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas, docteur en Science politique de l'École Normale Supérieure Paris-Saclay, « **Le droit à la différenciation, les dangers d'une révision constitutionnelle** », juillet 2019.
- **Alain Dejammet**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Samuel P. Huntington revisité** », avril 2019.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Assiste-t-on à une renaissance des classes populaires ?** », note de lecture de l'ouvrage de Christophe Guilluy, *Le temps des gens ordinaires* (Flamarion, 2020), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La relation franco-allemande et le problème de l'hégémonie en Europe** », note de lecture de l'ouvrage de Georg Blume, *Der Frankreich-Blues* (Edition Körber, Hambourg, 2017), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica, et Lise Buttin.
- « **Réhabiliter la nation, rétablir l'État** », note de lecture de l'ouvrage de David Djäiz, *Slow Démocratie – comment maîtriser la mondialisation et reprendre notre destin en main ?* (Allary Éditions, 2019), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica.
- « **France-Allemagne, rétablir l'équilibre des forces en Europe** », note de lecture du livre d'Edouard Husson, *Paris-Berlin : la survie de l'Europe* (Gallimard, octobre 2019), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Le couple franco-allemand n'existe pas** » note de lecture du livre de Coralie Delaume, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas* (Michalon, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Une approche réaliste des problèmes internationaux** », note de lecture du livre d'Hubert Védrine, *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine** », note de lecture du livre d'Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en janvier 2021